

# NOUVEAU DÉPART, NOUVEAUX CHALLENGES POUR L'ÉQUIPE GICAM EN ACTION, ACTE 2



## **Tableau de bord de l'économie** **4ème trimestre**

Les craintes d'une résurgence de la crise sanitaire plombent les perspectives de reprise

## **Opinion**

- Loi des finances 2021
- Impacts de l'IS sur les recettes fiscales et la croissance économique

# Réussir la transformation digitale de mon entreprise

## Orange Business Solutions

Spécial  
Pro



Nous sommes le **partenaire de choix** pour garantir la réussite de vos projets de transformation digitale. En effet, nous vous proposons :

- **Microsoft 365**, une solution de collaboration qui vous permet de travailler à distance ;
- Le **whitelisting** des URL qui facilite l'accès à vos applications métiers, sites professionnels ou de gestion de la relation clients ;
- Le **Messaging Pro**, une solution d'envoi massif de sms pour la diffusion de vos campagnes de communication ;
- Des **solutions de connectivité flexibles et adaptées** (internet fixe et mobile, interconnexion des sites) facilitant vos échanges de données ;
- Des **solutions d'hébergement d'infrastructure physiques et logicielles** via notre Datacenter au standard Tier 3.

Plus d'informations via [infobusiness.ocm@orange.com](mailto:infobusiness.ocm@orange.com)



## L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN QUESTION

■ Par Célestin Tawamba,  
Président du GICAM



Le Cameroun dispose d'un grand potentiel naturel et humain, dont l'exploitation efficace devrait permettre d'assurer à ses ressortissants de bien meilleures conditions de vie. Mais, force est de relever qu'à ce jour, la transformation du réel en réalité concrète nous renvoie à l'image de la mayonnaise qui ne prend pas alors que tous les ingrédients sont réunis.

Les observateurs avisés s'accordent pour mettre en avant la contribution déterminante d'une économie vigoureuse et inclusive pour apporter des réponses appropriées aux multiples défis auxquels le pays est confronté de manière récurrente : des déséquilibres macroéconomiques internes et externes, des difficultés de la gouvernance économique, un cadre fiscal dissuasif et, d'une manière générale, un climat des affaires peu attractif pour l'investissement privé à l'effet d'accélérer la croissance.

Alors s'impose l'impératif d'un rythme de croissance soutenue, avoisinant ou dépassant deux chiffres, au cours des deux prochaines décennies, seuil estimé compatible avec notre ambition d'émergence dont on peut craindre la non-atteinte comme prévu à l'horizon 2035. De fait, nos performances économiques sur les dix premières années de mise en œuvre du DSCE se sont situées hors le chemin critique tracé, ce qui a conduit le Gouvernement à lui trouver le successeur qu'est le SND.

Dans cette optique :

Et d'abord, notre pays devrait favoriser l'éclosion de champions nationaux, promouvoir l'émergence de toutes catégories d'entreprises locales résilientes et aptes à participer à la compétition mondiale en saisissant les opportunités économiques diverses qu'offre la mondialisation, compte étant tenu des menaces que certains de ses aspects peuvent présenter.

De fait, la mondialisation a certes favorisé l'ouverture des économies et des sociétés, poussé la libéralisation des échanges de biens, d'idées et de connaissance, et sorti des centaines de millions de personnes de la

misère comme l'enseigne l'expérience récente des pays d'Asie qui ont su, en l'espace d'une génération, endiguer la pauvreté pour s'engager dans une dynamique de prospérité, au bénéfice de leurs populations.

Mais, il n'en demeure pas moins que l'économie mondiale souffre de déséquilibres ancrés et persistants, notamment entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il importe en effet que les règles et décisions mondiales qui conditionnent le commerce et la finance laissent une plus grande marge de manœuvre aux pays en développement, en prenant notamment le soin d'édicter des politiques et des dispositifs qui sont adaptés à leur niveau de développement et leurs spécificités.

Ensuite, tout en promouvant et soutenant l'entrepreneuriat local, notre pays doit être capable, par des politiques publiques idoines, d'attirer un flux important d'investissements privés. Fort à propos, l'exigence du développement des entreprises et de l'économie camerounaises nous renvoie aussi et je dirai même mécaniquement à celle de l'attractivité du territoire national.

C'est parce que notre pays sera attractif que nous pourrions attirer l'investissement étranger et booster la croissance et, par voie de conséquence, booster les créations d'emplois.

Avons-nous jamais eu une stratégie d'attractivité pour notre pays ? Quels sont les ressorts de l'attractivité du Cameroun ? Notre pays a-t-il fait de l'attractivité du territoire un maillon essentiel de sa politique économique ? Si l'environnement des affaires en est une composante essentielle et il en existe bien d'autres déterminants qui jouent un rôle : la taille du marché, la protection de la propriété privée, les infrastructures, le capital humain, le coût du capital humain, la transparence et la disponibilité de l'information, les systèmes de santé, et même la qualité de la vie, ou encore l'offre culturelle.

Si en ce qui concerne la taille du marché, l'appartenance du Cameroun à la CEMAC et sa position-charnière entre la CEMAC et la CEDEAO offrent des perspectives intéressantes, il tarde d'en faire des atouts avérés et solides. Pour les autres composantes de l'attractivité, le climat des affaires par exemple, nous restons loin du compte. Tout ceci pourrait bien expliquer qu'en dépit de l'attrait de l'investissement dans certains secteurs ces dernières années, le stock d'IDE du Cameroun reste bien inférieur à ceux des pays comparables comme la Côte d'Ivoire.

Pour toutes ces raisons, je considère que les enjeux d'attractivité du territoire camerounais devraient faire partie intégrante de notre politique économique. L'attractivité doit devenir un objectif explicite de politique économique pour notre jeune pays. L'attractivité est un sujet propice à des concertations entre les sphères publique et privée.



MIT CHIMIE



Une équipe entièrement dévouée depuis plus de

20 ANS

**PRODUITS MANUFACTURES**

PREFORMES, BOUTEILLES, BOUCHONS, HOUSSES, GAINES ET FILMS PE, ETC

**PRODUITS DE NEGOCE:**

POLYMERES, SOUDE, SULFATES, HTH, CARBONATES ETC.



[www.mitchimie.com](http://www.mitchimie.com)



## ECONOMIC ATTRACTIVENESS...

■ *By Célestin Tawamba,  
President of GICAM*



Cameroon has great natural and human potential, the effective exploitation of which should ensure much better living conditions for its citizens. But, it must be noted that to this day, the transformation into concrete reality sends us back to the image of mayonnaise which does not set when all the ingredients are there.

Savvy observers agree in highlighting the decisive contribution of a strong and inclusive economy to provide appropriate answers to the multiple challenges that the country is faced with on a recurring basis: internal and external macroeconomic imbalances, difficulties in economic governance, a dissuasive fiscal framework and, in general, an unattractive business climate for private investment in order to accelerate growth.

There is urgent need therefore of a sustained growth rate, approaching or exceeding double digits, over the next two decades, a threshold considered compatible with our ambition for emergence, which we fear may not be achieved in 2035 as planned. In fact, our economic performance over the first decade of the implementation of the GESP fell outside the critical path traced, which led the Government to find its successor, the NDS.

In this context:

First of all, our country should promote the emergence of national champions, promote the emergence of all categories of local businesses that are resilient and able to participate in global competition by seizing the various economic opportunities offered by globalization, taking into account the threats that some of its aspects may present.

In fact, globalization has certainly favored the opening of economies and societies, pushed the liberalization of the exchange of goods, ideas and knowledge, and lifted hundreds of millions of people out of poverty as recent experience shows from Asian countries which, in the space of a generation, have been able to curb poverty in order to engage in a dynamic of prosperity, for the benefit of their populations.

But the fact remains that the world economy suffers from entrenched and persistent imbalances, especially between developed and developing countries. It is indeed important that the global rules and decisions that condition trade and finance leave greater room for maneuver in developing countries, in particular by making sure to enact policies and mechanisms that are suitable for their level of development, and their specificities.

Then, while promoting and supporting local entrepreneurship, our country must be able, through appropriate public policies, to attract a significant flow of private investment. Quite aptly, the requirement for the development of Cameroonian businesses and the economy also refers us to that of the attractiveness of the national territory.

It is because our country will be attractive that we will be able to attract foreign investment and boost growth and, consequently, boost job creation.

Have we ever had an attractiveness strategy for our country? What are the sources of Cameroon's attractiveness? Has our country made the attractiveness of the territory an essential point in its economic policy? If the business environment is an essential component, there are many other determinants that play a role: the size of the market, protection of private property, infrastructure, human capital, cost of human capital, transparency and availability of information, health systems, and even the quality of life, or even the cultural offer.

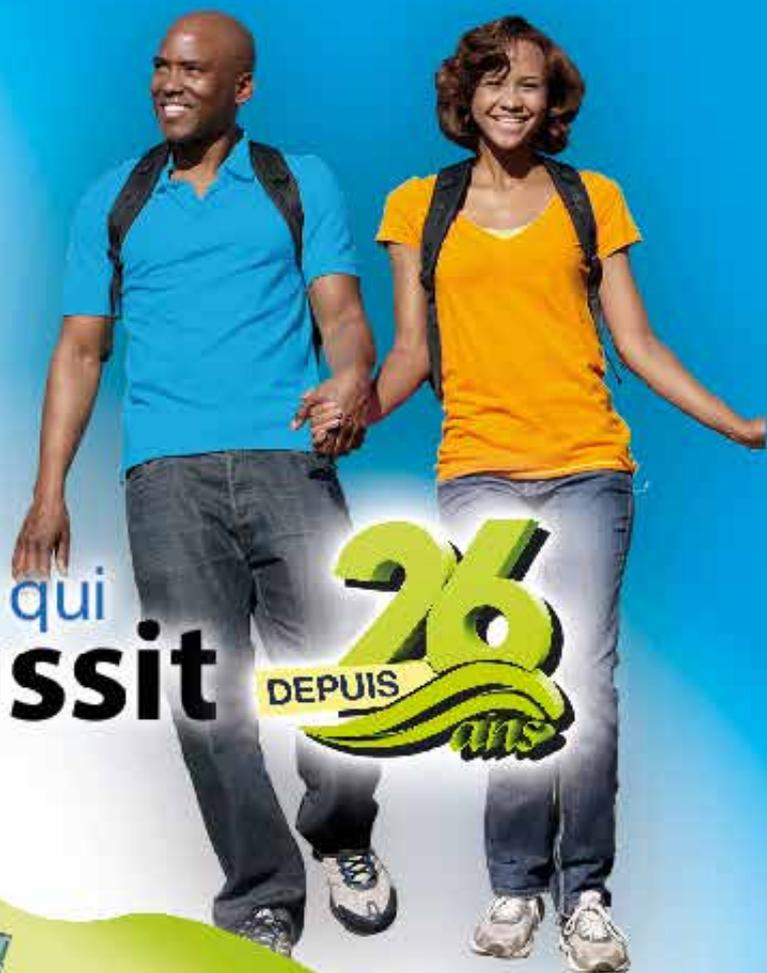
If with regard to the size of the market, Cameroon's membership in CEMAC and its pivotal position between CEMAC and ECOWAS offer interesting prospects, it is slow to make them proven and solid assets. For the other components of attractiveness, the business climate for example, we fall short. All this could well explain that despite the attractiveness of investment in certain sectors in recent years, Cameroon's stock of FDI remains much lower than that of comparable countries such as Côte d'Ivoire.

For all these reasons, I consider that the stakes of attractiveness of the Cameroonian territory should be an integral part of our economic policy. Attractiveness must become an explicit objective of economic policy for our young country. Attractiveness is a subject conducive to consultation between the public and private spheres.



Institut Universitaire  
du Golfe de Guinée

**ESG** **ISTA** **ISA**



Le **Choix** qui  
me **réussit**

**26**  
DEPUIS  
ans



### Notre Adresse

BP : 12 489 Douala  
Phone : +237 233 37 50 60  
233 37 50 58  
233 43 04 52 / 233 37 50 59  
Fax : +237 233 42 89 02

### Tutelle Académique des Universités

**NATIONALES :**  
Dschang, Buea, Douala,  
Ngaoundéré & Bamenda  
**INTERNATIONALES :**  
Montpellier (UM),  
La Rochelle (ULR)  
Haute Alsace (UHA)  
Ecole Supérieure de Journalisme (ESJ) Paris

### Nos Formations

BTS LICENCES  
DSEP BACHELORS  
HND MASTERS

### Nos Filières

COMMERCE ET VENTE  
GESTION  
CARRIERES JURIDIQUES  
INFORMATION - COMMUNICATION  
GENIE ELECTRIQUE / GENIE CIVIL  
GENIE MECANIQUE & PRODUCTIQUE  
GENIE THERMIQUE / GENIE INFORMATIQUE  
RESEAUX & TELECOMMUNICATIONS  
ETUDES MEDICO-SANITAIRES  
SCIENCES & TECHNIQUES BIOMEDICALES

691 14 37 31

lug douala



# # SOMMAIRE

DOSSIER

Plébiscite et nouveau départ pour l'équipe GICAM en Action, Acte 2

OPINION

Loi de finances 2021

TABLEAUX DE BORD  
DE L'ÉCONOMIE  
CAMEROUNAISE

Un 4ème trimestre 2020 empreint de la crise sanitaire

CARNET DU GICAM

Ils ont rejoint le Groupement GICAM

## LE BULLETIN *du Patronat*



### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Célestin Tawamba

### RÉDACTEUR EN CHEF

Aline Valérie Mbono

### COORDINATION

Nadine Blanche Mbochi

### SUIVI ÉDITION

Nadine Blanche Mbochi

### RÉDACTION:

Vincent Kouete  
Nacisse Chassem  
David Nyamsi  
Abraham Kuate  
Francis Sanzouango  
Nadine Blanche Mbochi  
Grâce Bohek  
Alimatou Mbana  
Stéphane Boyomo

### PUBLICITÉ

Dieudonné Samou  
Vanessa Loumou

### MISE EN PAGE

Vidok Studios (699 62 74 05)

### CRÉDIT PHOTOS

GICAM

Assemblée Générale ordinaire et élective du GICAM

## LA LISTE GICAM EN ACTION ACTE 2 ELUE A 95,51%

Le mercredi 16 Décembre 2020 à 10 heures, les membres du Groupement Inter-Patronal du Cameroun (GICAM), se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Elective, au siège à Douala-Bonanjo.

L'Assemblée Générale était présidée par Monsieur Célestin TAWAMBA, Président du GICAM. Monsieur Alain Blaise BATONGUE, Secrétaire Exécutif du GICAM, assurait les fonctions de Secrétaire de séance. Monsieur Polycarpe MEMEH, Directeur Général de TRIBERIX Plc et Madame Mirelle NGANI, Directrice Générale de PREMIUM FINANCIAL ont été désignés en qualité de scrutateurs.



■ Par Vincent KOUETE,  
Directeur Exécutif Adjoint du GICAM

Cette Assemblée Générale Ordinaire et Elective, conformément aux Statuts du Groupement, s'est déroulée en deux parties :

- ▶ la première partie, consacrée à l'Assemblée Générale Ordinaire, a porté notamment sur le compte rendu des activités du Groupement, la présentation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2019 et leur approbation par l'Assemblée Générale ;
- ▶ la seconde partie avait pour point d'orgue, l'élection du nouveau Conseil d'Administration.

### PARTIE I : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Les travaux de la première partie de l'Assemblée ont été meublés par les cinq articulations suivantes :
1. La présentation du rapport moral du Président du GICAM ;
  2. La présentation du rapport d'activités du Secrétaire Exécutif du GICAM ;
  3. La présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
  4. La présentation du rapport du Commissaire aux Comptes ;
  5. L'adoption des résolutions.

#### a/ Présentation du rapport moral du Président

Monsieur Célestin TAWAMBA, Président du GICAM a relevé dans son propos le contexte économique déjà préoccupant de l'année 2019. Cette situation s'est significativement aggravée en 2020 avec la survenue de la pandémie de la Covid-19 et ses conséquences dramatiques sur les activités des entreprises.

Le Président a rappelé que pour accompagner les adhérents face aux effets de cette crise sanitaire, le Conseil d'Administration s'est mis en mode commando et a piloté un plan de riposte articulé autour des activités de veille, de plaidoyers, de formation et d'informations.

Le Président a ensuite indiqué que le Groupement a partagé les constats faits sur les répercussions de la crise sur les entreprises et les a assortis de propositions visant à sortir notre économie de la crise et de la positionner durablement sur le chemin de la performance et du progrès.

Le président a par ailleurs salué la parution récente du « Livre Blanc du GICAM sur l'économie camerounaise ». Il a tenu à féliciter la Task Force qui a coordonné ce bel

et important ouvrage et l'ensemble des membres du GICAM pour cette publication qui restera comme l'un des événements marquants de l'année 2020.

Le Président a enfin tenu à adresser ses vifs remerciements aux membres du Conseil d'Administration, aux Présidents et aux membres des commissions, au personnel du Secrétariat Exécutif et à son Cabinet pour leur engagement et leur capacité à tenir face aux tempêtes de l'année 2020 et, en général, pour leur accompagnement tout au long de cette mandature.

#### b/ Le rapport d'activités du Secrétariat Exécutif du GICAM

Après avoir salué l'enrôlement de Trente-Sept (37) nouvelles entreprises et organisations qui ont rejoint le Groupement depuis le début de cette année 2020, l'exposé du Secrétaire Exécutif du GICAM a, tour à tour abordé les grands traits de l'économie mondiale, régionale et nationale ; les préoccupations des chefs d'entreprises et enfin, l'activité du Groupement au cours de cette année qui a grandement été impactée par les restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19.



Adhérent en plein exercice de vote

### c/ Le rapport de gestion 2020 du Conseil d'Administration GICAM

La troisième articulation de cette 129<sup>ème</sup> Assemblée Générale Ordinaire a été la présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration du GICAM. Il ressort de cette présentation que les Activités Courantes dégagent un résultat courant positif de 69,1 millions, contre un résultat négatif de 43,2 millions en 2018. Les Unités Spécialisées affichent une contribution nette globale à FCFA 8,9 millions au 31 Décembre 2019.

Le projet SUNREF sur les économies d'énergie et le Projet CFPS sur la création des centres de formation sectorielle sont financés totalement par l'AFD d'une part, et d'autre part, équitablement par le GICAM et MINEFOP à 12 millions chacun.

Les Résultats consolidés affichent un solde négatif d'environ 37,036 millions de FCFA.

Le Conseil d'Administration recommande d'améliorer la qualité de la dépense et de maximiser les ressources. Malgré l'environnement des affaires difficile, il est important que chaque membre fasse preuve de bonne volonté en payant ses cotisations et les autres prestations dites marchandes.

### d/ Rapport du commissaire aux comptes

Le Commissaire aux comptes a présenté le résultat de son rapport sur les états financiers annuels de l'exercice clos au 31 Décembre 2019. L'audit des états financiers du GICAM présenté comprenait le bilan, le compte de résultats, le tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE) ainsi que l'état annexé au 31 décembre 2019.

Conformément à sa responsabilité qui est d'exprimer une opinion sur ces états financiers, le Commissaire aux comptes a indiqué que : "les états financiers annuels sont réguliers et sincères et que son opinion est sans réserve".

Après avoir procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi, le Commissaire aux Comptes a précisé n'avoir pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les états financiers annuels.

### e/ l'adoption des résolutions

Quatre résolutions ont été mises aux voix et adoptées à l'unanimité par l'Assemblée Générale. Elles portaient respectivement sur :

- ▶ l'approbation des comptes du GICAM pour l'exercice 2019 ;
- ▶ l'affectation du résultat de l'exercice 2019 ;
- ▶ le quitus aux Membres du Conseil d'Administration ;
- ▶ le quitus au Commissaire aux Comptes pour son mandat au cours de l'exercice 2019.

L'adoption des résolutions par l'Assemblée Générale a marqué la fin des travaux de la première partie de l'Assemblée. Le Président du GICAM, reprenant la parole, a aussitôt annoncé le début des travaux de la deuxième partie de l'Assemblée consacrée à l'élection du nouveau Conseil d'Administration du GICAM.

### PARTIE II : ASSEMBLEE GENERALE ELECTIVE

Le bureau constitué pour les travaux de l'Assemblée Générale Elective était présidé par Monsieur André SIAKA, membre du Comité des Sages et Président honoraire du GICAM. Me Jean Jacques MOUKORY EYANGO, Notaire, veillait à la régularité de l'ensemble du processus électoral.

Il a été procédé aux vérifications d'usage pour s'assurer du respect des textes du Groupement, notamment l'atteinte du quorum et les autres conditions pour un scrutin transparent.

Après avoir salué l'affluence et l'assiduité exceptionnelles des membres, le Président honoraire a présenté la seule liste en compétition : la liste « GICAM EN ACTION ACTE 2 » conduite par Monsieur Célestin KAMANOU TAWAMBA et a déclaré les débats ouverts.

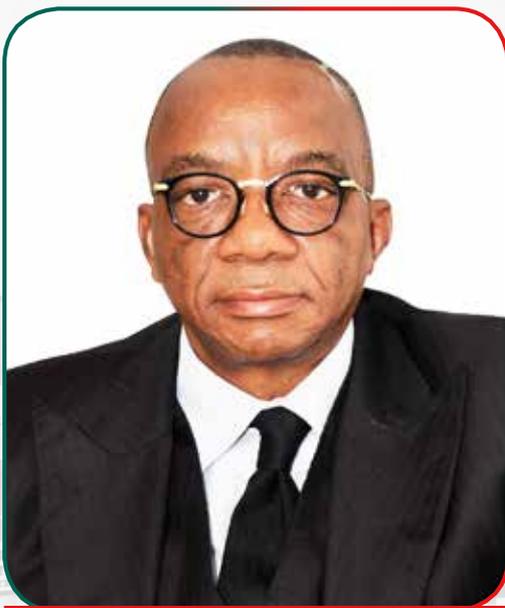
Au terme du vote qui s'est déroulé dans la sérénité et sous le contrôle du Notaire, Deux Cent Vingt-Trois (223) suffrages ont été valablement exprimés. La liste « GICAM EN ACTION ACTE 2 » a obtenu Deux Cent Treize (213) voix, soit 95,51% des suffrages contre 10 bulletins nuls (soit 4,49% des suffrages).



Le Président honoraire a remercié les membres pour leur engagement et sens de responsabilité. Selon lui, le vote massif traduit la confiance et l'adhésion des membres au programme et à la liste conduite par le Président Célestin TAWAMBA.

Dans son discours d'investiture, Monsieur Célestin TAWAMBA, Président du Conseil d'Administration du GICAM, a pris la parole pour remercier chaleureusement les membres pour ce vote plébiscite. Il a décliné les grands axes du programme et annoncé les grands chantiers de ce nouveau mandat.

C'est au bout de près de cinq heures de travaux que les membres se sont séparés, mobilisés autour du nouveau Conseil d'Administration pour relever les nombreux défis du Patronat.



**Célestin KAMANOU TAWAMBA**  
(PDG Holding Cadyst Consumer Group)  
Président du GICAM



**Reine MBANG ESSOBMAJIE**  
(DG-Evolving Consulting)  
1ère Vice-présidente



**Emmanuel de TAILLY**  
(DG-SABC)  
2ème Vice-président



**Alphonse NAFACK**  
(Président APECCAM)  
Administrateur



**Théophile MOULONG**  
(Président ASAC)  
Administrateur



**Laure KENMOGNE**  
(Ass. Gér. - Cabinet JURITAX)  
Administratrice



**Mohamadou BAYERO**  
(DG-SODECOTON)  
Administrateur



**Jacques Jonathan NYEMB**  
(Associé Cabinet NYEMB)  
Administrateur



**Eric NJONG**  
(Directeur Général BUNS)  
Administrateur



**Pascal MINY**  
(Directeur Général CAMRAIL)  
Administrateur



**Grace FOMUKONG**  
(Secrétaire Générale UCAM)  
Administratrice



**Mireille FOMEKONG**  
(DG Ascàse)  
Administratrice

*Pour un GICAM plus inspirant, plus audacieux et plus impactant!*

**NOS SERVICES**

- Club des PE/PI
- Programme d'accélération d'entreprise
- Réseautage et opportunités d'affaires
- Renforcement des capacités
- Soutien à l'entrepreneuriat

**OUR SERVICES**

- SE/SI club
- Business acceleration program
- Networking and business opportunities
- Capacity building
- Entrepreneurship support



# Je t'aime maman



Visitez nos pages

 : TartinaSpreads

 : Tartinaspreads

 : Tartina

Un goût chocolat unique



Adding value to life



# PROGRAMME DE LA LISTE GICAM EN ACTION ACT II



L' économie camerounaise continue de faire face à de nombreux défis. Trois handicaps majeurs pèsent sur elle : la crise de confiance, la crise de l'investissement, la crise de la croissance. La crise de confiance est l'expression d'espoirs déçus à ce jour quant à la capacité nationale d'engager des réformes structurelles d'envergure et de réunir les conditions d'un rebond réel de l'économie post-Covid-19. La crise de l'investissement tient à la faible attractivité du pays, pour les investisseurs, comme destination privilégiée en Afrique. La crise de la croissance s'entend de la décélération de cette croissance dans les dernières années qui ont précédé la pandémie de la Covid-19 et la récession actée pour l'année 2020, ainsi que des incertitudes sur les années subséquentes.

Face à ces sombres perspectives et stimulée par le travail accompli durant la mandature 2017 - 2020, **la liste GICAM En Action Acte II que j'ai l'honneur de conduire pour l'élection du 16 décembre prochain veut faire gagner l'entreprise pour faire gagner le Cameroun.** De fait, notre pays dispose d'un potentiel d'entrepreneurs et d'entreprises qui ne demandent qu'à être entendus et valorisés et qui, dotés des moyens adéquats, seraient capables de contribuer à des réussites et conquêtes pour notre économie.

Dans cette perspective, nous sommes déterminés à mettre en œuvre le programme que nous déclinons dans les lignes qui suivent. Nous voulons faire prendre conscience de ce que l'entreprise est le passage obligé pour la sortie du Cameroun des crises, notamment en s'attaquant à toutes les pesanteurs qui brident les volontés et étouffent les énergies. Ce faisant, nous réitérerons les valeurs défendues et promues par le GICAM : initiative privée, entrepreneuriat, bonne gouvernance publique et privée, gestion efficiente des ressources, compétences, efficacité, solidarité, dialogue et concertation.

En tout, il s'agira pour le GICAM (i) d'incarner le renouveau entrepreneurial camerounais, (ii) de placer l'adhérent au cœur de la démarche patronale, notamment en éduquant l'ensemble des parties prenantes sur l'essence et l'intérêt de la démarche patronale et (iii) de bâtir un outil patronal respecté, puissant et structuré au service du rayonnement de ses adhérents, de l'entreprise et du Cameroun.

---

*Maintenant pour un Gicam plus audacieux,  
plus inspirant et plus impactant !*



# CE QUE LE GICAM S'ENGAGE À PLAIDER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

## Refondation des dialogues économique et social

Le dialogue Etat – Secteur privé n'est pas encore efficace et le dialogue social tripartite régresse. Aujourd'hui, face à la situation économique dégradée et la grogne croissante des entreprises, et compte tenu des difficultés de l'Etat à instaurer la confiance et garantir un environnement propice au développement des affaires, il est impératif de refonder le cadre de partenariat entre l'Etat et le Secteur privé et, d'une manière générale, de créer les conditions de relations constructives et de contacts permanents avec l'Etat et la représentation des travailleurs.

### Pour cela, nous devons :

- 1 *Obtenir la suppression du Cameroon Business Forum et pousser à la création d'un nouveau cadre de concertation permanent, efficient, et dont le mandat couvre toutes les problématiques de l'environnement des affaires ;*
- 2 *Œuvrer au changement de perception « négative » du chef d'entreprise par l'administration afin de créer un climat de confiance et de respect mutuel, débouchant sur une collaboration durable entre le GICAM et la Haute Administration, matérialisée entre autres par des rencontres périodiques ;*
- 3 *Placer l'avenir du travail ainsi que la dynamique de politiques et stratégies d'emploi y liées, en particulier pour les jeunes, au cœur de l'agenda social national eu égard aux mutations y relatives notamment grâce aux nouvelles technologies.*

A compter du 17 Mars

# BAFOUSSAM

Au départ de DOUALA / YAOUNDE

A PARTIR DE

**31 140** FCFA  
TTC

ALLER & RETOUR

Tarif soumis à  
condition



@camairco



FRANCHISE BAGAGE

**3 vols par semaine**

Mercredi | Vendredi | Dimanche



**Camair-Co**

L'étoile du Cameroun

**15% de réduction pour les membres du GICAM.** Réservez dès maintenant en appelant au +237 233 50 55 20 / 21 / 22 / 23 / 24 / 25 / 26 / 27 (tous les jours, y compris le week-end et les jours fériés) - **Site web** : [www.camair-co.cm](http://www.camair-co.cm)

# Financement de l'économie

La crise économique née de la pandémie de la Covid-19 est venue s'ajouter à celle qui préexistait avant le début de l'année 2020 et aux crises sécuritaires. Les effets négatifs conjugués sont considérables. Face à de tels enjeux, notre pays a besoin d'un Plan de Relance Economique d'urgence immédiate et d'une ampleur inédite, qui sera d'autant plus pertinent et fort qu'il émergera d'un dialogue constructif avec le monde des entreprises.

## Pour cela, nous devons :

- 1 Œuvrer en faveur de la mise sur pied d'un véritable plan de relance économique, assorti de la signature d'un contrat de performance entre le Gouvernement et le Patronat ;*
- 2 Pousser à l'accélération du règlement de la dette intérieure, notamment par la mise en œuvre de la titrisation de la dette ;*
- 3 Promouvoir au niveau de l'UNIPACE des réformes bancaires audacieuses ainsi que la mise en place d'un Comité de place regroupant acteurs publics et privés pertinents pour réfléchir aux moyens de booster la place financière BVMAC.*

# Compétitivité de l'Etat et des entreprises

L'entreprise, reconnue comme source durable de la création de richesses et des emplois a besoin de grandir et, pour ce faire, elle a besoin d'un environnement qui garantit sa compétitivité face à des concurrents. Cet environnement a une double dimension : interne (compétences, process, structures organisationnelles) et externe (environnement des affaires). Mais, l'Etat, lui aussi, ne peut se départir des règles d'efficience et d'efficacité dans le choix et la gestion de ses activités. De fait, il est question de la compétitivité de l'Etat comme il est question de la compétitivité des entreprises. Celle-ci influe, dans un sens comme dans l'autre, sur la compétitivité des entreprises dont elle devient, du coup, un déterminant.

## Pour cela, nous devons :

- 1 Obtenir le changement de notre système fiscal et l'avènement d'une fiscalité de développement plus juste et équitable ;*
- 2 Poursuivre inlassablement le plaidoyer pour une culture de patriotisme économique, des mesures de protection de notre économie et la promotion du « local content » ;*
- 3 Œuvrer à l'adoption d'un nouveau code de travail plus flexible, sans être une menace pour la préservation des emplois ;*
- 4 Promouvoir une stratégie de réduction de l'économie informelle visant à formaliser l'informel notamment à travers l'organisation des Etats Généraux de l'Informel ;*
- 5 Pousser à la réforme de la justice des affaires et à la réduction de l'insécurité juridique et judiciaire notamment en concrétisant la création des tribunaux de commerce ;*
- 6 Encourager une culture de l'efficacité, de l'efficience et de la performance de notre administration publique et parapublique notamment par la promotion de la digitalisation des services publics mais surtout par la mise sur pieds d'un outil d'évaluation et d'appréciation des performances des différentes Hautes administrations sur la base de critères objectifs ;*
- 7 Œuvrer à la réduction des dépenses publiques et la transparence dans la gestion des fonds publics.*



# CE QUE LE GICAM S'ENGAGE À PROPOSER AUX ORGANISATIONS SYNDICALES

Les représentations du secteur privé et des travailleurs sont liées par le sort de l'entreprise et de l'emploi dont la première est le principal créateur. De cette communauté d'intérêts, qui n'exclut naturellement pas des différences et des oppositions, est née la création de la Coalition des Partenaires Sociaux pour l'Emploi. Cette dynamique doit s'amplifier et se généraliser.

## Pour ce faire, nous devons :

- 1 *Organiser les Etats généraux de l'Entreprise ;*
- 2 *Mettre sur pied une plateforme « Femmes & Développement », véritable instance de concertation et de réflexion pour partager l'information sur les différents programmes de genre (égalité salariale, entrepreneuriat féminin, etc.), analyser les politiques de genre et faire des propositions aux entreprises et pouvoirs publics en la matière ;*
- 3 *Œuvrer en faveur d'une affiliation plus grande des travailleurs en vue de renforcer les capacités des syndicats notamment dans les instances de dialogue social tripartite ;*
- 4 *Poursuivre l'entreprise de redynamisation du dialogue social bipartite/tripartite, notamment à travers l'opérationnalisation de la Coalition des Partenaires sociaux pour l'Emploi et la mise en place de la Charte pour le Dialogue social bipartite au Cameroun.*



# CE QUE LE GICAM S'ENGAGE À FAIRE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Pour que les programmes en faveur des PME cessent d'en rester peu ou prou au stade du slogan, il s'agit d'étendre et de renforcer de manière inédite les appuis et soutiens aux PME par l'élaboration et la mise en œuvre d'une nouvelle génération des stratégies de croissance de cette catégorie d'entreprises.

## Pour ce faire, nous devons :

- 1 *Obtenir une fiscalité spécifique pour les PME notamment pour celles en création, favorisant également la formalisation de leurs activités ;*
- 2 *Œuvrer pour la mise en place d'une quote-part PME dans le cadre de la commande publique ;*
- 3 *Poursuivre la mise en œuvre du projet « La Finance s'engage », qui met en présence des acteurs financiers et non financiers pour la promotion du financement et l'éducation financière des PME ;*
- 4 *Accélérer la mise en place d'un fonds de garantie pour les PME notamment celles à fort potentiel d'emplois et d'innovation ;*
- 5 *Mettre sur pied le programme d'incubation et d'accélération des entreprises du CDPME en vue d'accompagner les PME à haut potentiel dans le cadre de leur développement ;*
- 6 *Promouvoir le recours systématique aux modes alternatifs de règlement des différends, particulièrement dans le cadre des litiges entre adhérents du GICAM ;*
- 7 *Mettre en application la convention PME – Grandes Entreprises du GICAM.*



# CE QUE LE GICAM S'ENGAGE À FAIRE POUR SE TRANSFORMER

Nous allons accentuer la proximité avec les membres et renforcer l'approche « client » du GICAM. Nous allons poursuivre le processus de renforcement et d'accroissement des capacités internes, optimiser la communication interne et externe et accroître la mobilisation des ressources financières.

## Organisation

Il va s'agir de renforcer la structure permanente pour davantage de réactivité et de proactivité au service d'une prise en compte rapide et efficace des attentes des adhérents.

### Pour cela, nous devons :

- 1 Assurer une meilleure prise en compte des dynamiques sectorielles et de branches par l'institutionnalisation des Rencontres Sectorielles et de la Conférence des Organisations Professionnelles ;*
- 2 Engager la réflexion sur la stratégie de financement du GICAM ;*
- 3 Mettre en place un Observatoire de la compétitivité en remplacement de la Cellule de lutte contre le commerce illicite ;*
- 4 Créer un Institut des Managers & Administrateurs en remplacement de l'Ecole du GICAM en vue de la promotion de l'éthique des affaires et de la bonne gouvernance d'entreprises auprès des dirigeants d'entreprises et administrateurs ;*

- 5 *Créer un Haut Comité de Gouvernance chargé de la promotion de la bonne gouvernance des entreprises en s'appuyant sur le Code de Bonne Gouvernance des Entreprises en cours d'élaboration ainsi que la mise sur pied d'un label « GICAM + » pour les entreprises camerounaises citoyennes ;*
- 6 *Placer l'expérience adhérents au cœur de la politique « qualité » du GICAM notamment par l'élaboration d'un Guide de l'Adhérent ainsi que la mise sur pieds de dispositifs d'évaluation de la satisfaction « adhérents » ;*
- 7 *Accélérer la restructuration organisationnelle du GICAM et notamment la refonte de l'organigramme du Secrétariat Exécutif, la réorganisation des services territoriaux et la définition de plan d'actions pluriannuels en vue notamment de la certification ISO 9001 du GICAM.*

## Stratégies de plaidoyers

Placer l'entreprise au centre des politiques publiques économiques et sociales implique que le GICAM travaille avec toutes les institutions qui sont actives en amont comme en aval des thématiques qui impactent le développement des entreprises.

### Pour cela, nous devons :

- 1 *Construire des partenariats avec l'ensemble des parties prenantes au débat public notamment les milieux académiques, les think tanks ou encore les organisations non gouvernementales ;*
- 2 *Elaborer des guidelines pour la participation des représentants du GICAM aux différentes instances de décisions du secteur public ;*
- 3 *Développer une approche data driven par la modernisation de l'infrastructure de données du GICAM (données économiques, réglementaires, etc.).*

En définitive et à la suite d'une première mandature qui a permis au GICAM de retrouver sa crédibilité et sa légitimité, la liste GICAM en Action entend, par ce programme et pour son acte II, agir en catalyseurs de l'indispensable transformation de l'économie camerounaise.

Ainsi, alors même que les défis se sont multipliés et sont d'une ampleur sans précédent, notre vœu est, en collaboration avec l'Etat, les partenaires au développement, les organisations syndicales et toutes les parties prenantes d'obtenir des résultats porteurs de valeur ajoutée pour nos membres, pour le secteur privé et pour notre pays.

C'est la raison pour laquelle nous ne ménagerons aucun effort pour être non seulement une force d'impulsion pour le secteur privé mais aussi une force de proposition pour l'Etat.

En un mot, nous sommes convaincus de ceci : «Pour faire gagner le Cameroun, faisons gagner l'entreprise !»

**Pour faire gagner le Cameroun,  
faisons gagner l'entreprise !**



TRANSPORT MARITIME DOUALA - KRIBI - DOUALA

# TRANSPORTER VOS, MARCHANDISES, NOTRE MÉTIÉR!



TRANSPORT MARITIME | AGENCE MARITIME | SOUTAGE | LOGISTIQUE | CONSIGNATION | TRANSIT

## DAVANTAGE DE SOLUTIONS... MORE SOLUTIONS



Réné MBAYEN  
PCA



Georges NJOYA  
ADG



Angélique Béatrice  
TOUENGUENE-NLEND  
DCA

**CAMSHIP-CLGG** a mis en place un service de cabotage maritime des marchandises conteunerisées entre les ports de Kribi-Mboro et Douala-Bonabéri.

### DAVANTAGE de solutions

- Réductions des délais et des coûts d'acheminement de vos marchandises
- Un service personnalisé et adapté au client
- La garantie d'un acheminement et d'une livraison en toute sécurité.

### CONTACTS:

**Agencies:**

Tél: +(237) 694 75 63 55 / 233 42 20 14  
email: agencies@camship-clgg.cm

**Commercial:**

Tél: +(237) 698 87 25 02 / 233 42 20 14  
e-mail: commercial@camship-clgg.cm

## QUEL INTÉRÊT POUR LES ENTREPRISES DE PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ HOMMES – FEMMES ?

Pour la première fois de son histoire, une femme, **Reine Essobmadje**, occupe le poste de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente du GICAM. Une autre, **Aline Mbono**, dirige les services opérationnels du Groupement. Dans le même temps, la proportion de femmes siégeant au conseil d'administration du GICAM, ou placées à la tête des commissions techniques, a augmenté de manière significative depuis 2017.



■ Par Francis Sanzouango  
Directeur de Cabinet du Président, GICAM

Loin d'être un phénomène passager, il s'agit d'une lame de fond en lien avec les valeurs de transparence, d'efficacité et d'équité prônées par le Groupement. Elle est en phase avec une réalité qui fait des femmes les piliers de la stabilité des familles, des communautés et de la société, et des actrices déterminantes dans le développement d'activités génératrices de revenus dans nos villages et dans nos villes.

Pour autant, malgré des améliorations observées depuis quelques années, les femmes restent la cible de discriminations qui mettent à mal le principe de l'égalité hommes-femmes, l'égalité juridique mais aussi l'égalité des chances.

Ceci vaut pour la société. Ça vaut également pour l'entreprise dont le rôle central dans la société et le développement durable n'est plus à démontrer.

A l'occasion de la Journée internationale des Femmes 2020, l'Organisation internationale des Employeurs (OIE), basée à Genève, a livré, dans une publication rendue publique, les quatre raisons principales qui justifient selon elle d'œuvrer à l'égalité des sexes et à la diversité, données et preuves à l'appui.

### D'un, l'argument économique

Une étude révèle que si les talents des femmes étaient pleinement exploités, il serait possible d'augmenter le PIB de 12.000 milliards de dollars (ce qui représente 11 % du PIB mondial) – soit

l'équivalent des économies de la Chine et des États-Unis combinées. Une étude du Fonds monétaire international souligne que l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail produit des gains importants en termes de bien-être économique de plus de 20 % en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

### De deux, une meilleure productivité / compétitivité

Une étude du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) du Bureau international du travail (BIT) révèle qu'une main-d'œuvre diversifiée permettrait de renforcer la productivité et la compétitivité. La diversité de genre peut augmenter la rentabilité de 5 à 20 %. Elle offrirait en outre la possibilité de puiser dans un vivier de talents plus vaste, avec différents types de compétences, ce qui contribue aux performances globales des entreprises. La composition des équipes a été désignée comme l'un des facteurs clés ayant une influence sur les performances des équipes. De plus, la combinaison des qualifications que les femmes possèdent en complément de celles des hommes augmente la productivité, ce qui fait augmenter les salaires de chacun.

### De trois, l'intensité d'innovation

L'égalité des sexes se traduirait par une "intensité d'innovation". Les entreprises qui comptent des femmes parmi leurs dirigeants produisent 20 % de brevets de plus que les entreprises qui n'ont aucune femme à des postes de direction. En outre, des effectifs diversifiés permettent d'accroître la fidélité des clients et la force de la marque. C'est parce que les salariés travaillant dans des environnements ouverts, diversifiés et inclusifs réalisent généralement de meilleures performances, étant donné qu'ils peuvent être eux-mêmes sur leur lieu de travail, et ainsi faire preuve de créativité et trouver des idées innovantes pour la marque. Les clients et les actionnaires sont eux-mêmes diversifiés. Les entreprises diversifiées représentent aussi mieux leurs clients.

### Plus grande facilité à faire des affaires

Les entreprises dotées d'une main-d'œuvre diversifiée attirent des entreprises du même style, prêtes à

investir ou à faire des affaires. Il leur est ainsi plus facile d'accéder à de nouveaux marchés. Selon le Harvard Business Review, les équipes dirigeantes diversifiées ont 70 % de chances en plus de conquérir de nouveaux marchés.

De l'entreprise à la société en général, l'action se généralise au travers de l'Agenda 2030 de développement durable, applicable sur la période 2016 – 2030. Adopté en septembre 2015 par 193 Etats, au terme d'un long processus unique qui a mis en présence les Etats, la société civile internationale, le secteur privé, le monde scientifique ainsi que des experts de l'ONU et des institutions financières internationales, l'Agenda 2030 fixe 17 objectifs de développement durable et 169 sous-objectifs.

« Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » est l'Objectif n° 5. Il comporte des sous-objectifs visant entre autres : (i) l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles, (ii) l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé, la mutilation génitale féminine, (iii) la garantie de la participation entière et effective des femmes et leurs accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision dans la vie politique, économique et publique, etc.

Bien évidemment, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 n'est un dispositif miracle qui va faire disparaître rapidement les injustices faites aux femmes. A cet égard, il serait judicieux de faire le point sur la mise en œuvre de ce Programme au Cameroun.

En entreprise comme dans la société, la ferme volonté politique est une précondition à la réussite de toute ambition de réduire les inégalités. Le volontarisme dont fait preuve à ce propos le GICAM, Maison de l'Entreprise, est un atout : **les femmes promues dans l'instance patronale ne le sont pas parce qu'elles sont des femmes, mais parce que leurs compétences les rendent tout autant qualifiées pour occuper les mêmes postes qu'eux, à rebours des injustices dont elles sont généralement victimes !**

Interview: Mme Reine Mbang Essobmadje

## CAPITALISER SUR LES COMPÉTENCES ET LA DIVERSITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ *Propos recueillis par Nadine Blanche Mbochi*



Mme Reine Mbang Essobmadje, Première Vice-Présidente du GICAM

### En quelques mots, qui est Reine Mbang Essobmadje ?

Reine est la fondatrice d'Evolving Consulting, Cabinet de Conseil, Formation et services transactionnels dans les TIC « technologies de l'information, de la communication et des télécommunications ».

Evolving Consulting accompagne et conseille secteurs public et privé depuis 2009 sur les aspects de régulation, d'économie, de stratégie, d'implémentation de solutions Télécoms et TIC

Le cabinet est basé en France et au Cameroun et opère en Europe et en Afrique.

Reine Essobmadje est titulaire :

- D'un Executive MBA de l'IE Business School (incluant un programme d'échange avec Singapore Management University)
- d'un diplôme d'ingénieur de l'ECE Paris (incluant un programme d'échange avec Stafford University en UK)
- d'un BTS en Informatique industrielle

Elle est reconnue pour son expertise comme faisant partie de la crème des femmes de la tech africaine. Elle s'est très tôt spécialisée dans l'économie, la stratégie et la régulation des télécoms et TIC, en conseillant secteur privé et public dans l'élaboration de politiques sectorielles, la cyberstratégie, la cybersécurité, et le déploiement de solutions technologiques innovantes.

Reine est une consultante internationale pour le compte de l'Union européenne et de l'Union Africaine, pour la Banque mondiale et la Banque Africaine de développement

Elle est reconnue comme expert international auprès des gouvernements et du secteur privé sur les aspects

techniques et opérationnels mais aussi juridiques, financiers, fiscaux et économiques liés aux technologies de l'information et de la communication.

En parallèle, Reine est très active dans les organisations internationales, Ambassadrice du Women in Africa au Cameroun, elle est aussi co-fondatrice de la Coalition Digitale, Présidente de la Commission Economie Numérique du GICAM et première femme à occuper le poste de première Vice-Présidente du GICAM (le Patronat Camerounais existe depuis 1957).

En dehors du GICAM, Reine est membre du Tech Advisory Board de l'IE Business School.

Reine est la coauteure du livre *Rising to The Top* où elle raconte son parcours de femme ingénieure avec 53 autres. Produit par GedCouncil & IFEES, le livre « *Rising to the Top: Volume II Global Women Engineering Leaders Share their Journeys to Professional Success* » est disponible ici : <https://www.gedcouncil.org/rising-to-the-top/>

En Aout 2020, elle obtient le prix EPIC Award de l'IE Business School dans la catégorie "Women Inspiring Women". EPIC signifie Extraordinary People Inspiring the IE Community (les personnes extraordinaires qui inspirent la communauté IE).

### Vous-êtes la première femme Vice-présidente du GICAM après 64 années d'existence du patronat. Quel est votre sentiment ?

Cette nomination au poste de 1ère Vice-présidente du GICAM est une lourde et importante responsabilité. Elle marque aussi un moment historique et un tournant dans la gouvernance du patronat camerounais, le GICAM. C'est avant toute chose pour moi, un immense honneur et un privilège de pouvoir servir cette prestigieuse organisation, d'être au service de ceux qui font l'économie camerounaise, des pionniers, des bâtisseurs et des futurs leaders. Ensuite, c'est une preuve de la prise en compte de toutes les questions de genre et de leadership féminin (femmes leaders). Enfin je me dois au nom des femmes cheffes d'entreprises, des pionnières qui ont balisé le terrain et de la jeune génération qui prend la relève, d'être à la hauteur des responsabilités car nommer une femme n'est ni une question de complaisance et de quota, mais avant tout une question de compétences et de bonne gouvernance. Alors la marque à imprimer, et si quelque chose devrait subsister de cette mandature, c'est que la compétence n'est ni question de genre ou d'âge. L'expérience ne se compte pas uniquement en nombre d'années et pour réussir au Cameroun, on peut briller par son savoir et son savoir-être.

### Quelles sont selon vous les spécificités du leadership féminin, d'une manière générale et dans le cadre d'une organisation patronale en particulier ?

Il n'existe pas à mon sens de spécificités du leadership féminin car je suis fermement convaincue que le leadership est asexué. Néanmoins, chaque être humain a une sensibilité et une façon d'exercer son leadership qui évolue selon son âge, son genre, ses expériences et ses rencontres... Aussi divers que nous sommes nous avons

chacun une touche personnelle, des façons individuelles, propres à chacun d'exercer ce leadership. Notre nature féminine généralement nous conduit à aborder le management de façon différente (empathie) et peut-être beaucoup plus la prise en compte des questions d'inclusivité et d'équité dans la répartition des richesses. Ceci dit, je pense qu'à un certain niveau de responsabilité tout leader (femme ou homme) est tourné vers le résultat, l'atteinte des objectifs. De surcroît, au 21<sup>e</sup> siècle, la bonne gouvernance s'impose à tous pour survivre dans un environnement incertain.

**Que pensez-vous de la dynamique de promotion du genre au GICAM et au sein des entreprises en général ?**

On ne peut pas bâtir une société durable sans qu'elle ne soit inclusive et globale, sans s'aligner sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) promulgués par les Nations Unies, sans prendre en compte toute notre population. Aucune étude de marché préalable au lancement d'un produit, ne se fait sur 50% du marché. Aussi, le Cameroun ne peut se passer de 50% de sa population. Autant un chef d'entreprise regarde son marché dans sa globalité, autant nous prenons en compte l'ensemble des femmes et hommes (forces vives de la Nation) qui constituent notre Société. C'est le Message du GICAM ! Nous devons regarder notre société dans sa globalité avec les femmes et les hommes qui la composent. Nous devons dans nos entreprises permettre l'égalité des chances pour tous indépendamment du sexe et nous devons surtout montrer un exemple en terme de gouvernance au Cameroun, dans la sous-région Afrique Centrale et pourquoi pas être un exemple au niveau mondial. Le GICAM sous la conduite du Président Celestin Tawamba s'est engagé dans des chantiers refondateurs,

réformateurs. Ces chantiers concernent la gouvernance, un meilleur partage des ressources et des richesses produites par les entreprises, le bien-être des employés et, aussi la diversité dans son ensemble. Clairement, c'est le temps de l'action. Nous sommes dans ce siècle à un tournant, à un carrefour de défis. Le développement n'est pas seulement une question de chiffres c'est avant tout une évolution de notre société y compris par une meilleure prise en compte des questions du genre, une meilleure intégration du leadership féminin. Et, le GICAM en cela montre encore son rôle d'organisation patronale « locomotive » mais aussi de modèle en terme de bonne gouvernance.

**Avez-vous un message pour nos lecteurs ?**

Il y a une tendance commune à penser que les femmes qui arrivent à des positions sociales élevées y arrivent par passe-droit, par pitié, par coup de pouce ou par ce qu'on appelle communément « promotion canapé ». Il est absolument temps d'avoir un regard objectif et de valoriser les compétences dans notre société. Avoir les bonnes personnes au bon endroit ne doit pas être une affaire d'âge, de sexe de tribu ... mais une question de compétences et de valeur ajoutée, in fine une contribution au développement de la société basée sur la méritocratie. Evidemment, ceci est valable au GICAM mais aussi au Cameroun aussi bien dans le secteur public que privé. Il est urgent d'avoir les bonnes personnes aux bons postes. Je dirais qu'au niveau du GICAM, la volonté et clairement le leadership impulsé par le Président Tawamba c'est de pouvoir mettre les bonnes personnes, toutes les forces vives, tous les cerveaux, toutes les matières grises au service du développement économique du Cameroun.



**S O C A R T O S.A**

**Usine SOCARTO** : Zone Industrielle Bassa  
BP 5028 Douala/Cameroun  
Tél : +237 233 37 14 68/ 233 37 05 15/233 37 85 52  
Fax : +237 233 37 85 72  
Email : [contact@socarto.com](mailto:contact@socarto.com)



**LA GAMME SACS PAPIER KRAFT**

- o Grande et moyenne contenance
- o 1 à 6 plis perforés ou compacts pour ciment, farine, aliments pour bétail et tout autre produit granuleux.
- o Papier impression pour écriture, rames et ramettes, découpe & transformation des bobines et rames
- o Impression bobine à bobine sur tout support souple, étiquette et emballages en bobine

**SOCARTO**

**LEADER DE L'EMBALLAGE EN PAPIER KRAFT**

La Royale des Jeux du Cameroun S.A. en abrégé R.J.C est une société citoyenne de droit camerounais ayant révolutionné le paysage des jeux au Cameroun à travers les offres transparentes et alléchantes de ses produits depuis juin 2010. Nos domaines d'activité sont principalement les Paris sportifs, la Loterie, L'ingénierie des jeux et la Course virtuelle.

Notre politique de proximité nous a permis de disposer d'un réseau dense de distributeurs avec plus de 3 000 agents partenaires et 100 centres de jeux répartis sur l'ensemble du territoire national. La satisfaction de la clientèle reste une philosophie permanente et palpable à la R.J.C qui compte aujourd'hui plus de 600 collaborateurs.

Nous faisons des milliers d'heureux gagnants à partir de 50F CFA seulement grâce à neuf tirages du Loto 5/90 par jour, et d'un tirage du Loto super 4 cagnotte (4/54) au prix unique de 300 FCFA.

Pour faire partie de ces multiples millionnaires, rendez vous tout simplement dans l'un de nos points de vente (kiosques ou points fixes) ou agences et placez vos paris sur les produits Premier Bet et Premier Loto

Parifoot  
Loto Super 4 Cagnotte  
Loto 5/90  
Virtual Dog Racing  
Virtual Horse Racing  
Spin and Winc  
Color Keno  
Virtual Rapide Loto 5/90  
Virtual Football  
Live Betting  
Vous pouvez aussi parier en ligne  
sur notre plate forme  
[www.premierbet.com](http://www.premierbet.com)

**5/90**

**SUPER 4  
CAGNOTTE**

 **ZONE**  
**PARIEZ AVEC LE MEILLEUR**

 **PREMIER LOTO**



Suivez tous les jours à 20h25mn en direct  
sur Canal 2 international le tirage du Loto  
Super 4 Cagnotte

Royale des Jeux du Cameroun SA abbreviated as R.J.C is a Cameroonian corporate, socially responsible company which has revolutionized the landscape of games in Cameroon through the transparent and attractive offers of its products since June 2010. Our fields of activity are mainly sports betting, Lottery, Gaming industry and Virtual Racing.

Our proximity policy has allowed us to have a dense network of distributors with more than 3,000 partner agents and 100 Gaming Centers across the country. The satisfaction of customers remains a permanent and palpable philosophy at the R.J.C which now has more than 600 employees.

We make thousands of many winners from 50Fcf only through nine draws Loto 5/90 per day and a draw Loto super 4 cagnotte (4/54) at the unique price of 300 F Cfa.

To be part of these multiple millionaires, simply go to one of our points of sale (kiosks or fixed points) or agencies and place your bets on Premier Bet and Premier Bet Loto products.

Parifoot  
Loto Super 4 Cagnotte  
Loto 5/90  
Virtual Dog Racing  
Virtual Horse Racing  
Spin and Win  
Color Keno  
Virtual Rapid Loto 5/90  
Virtual Football  
Live Betting  
bet also in our web site "  
[www.premierbet.com](http://www.premierbet.com)"



**5/90**

**SUPER 4  
CAGNOTTE**

 **ZONE**  
**PARIEZ AVEC LE MEILLEUR**

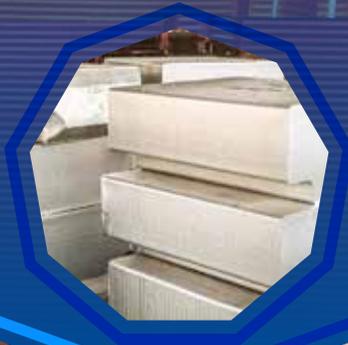
 **PREMIER LOTO**

Watch the draw of Loto Super 4 Cagnotte every day live at 8:25 pm on Canal 2 International.

**alucam**  
compagnie camerounaise d'aluminium



# Offre Diversifiée de Qualité Supérieure



**Direction Générale/Head Office:** Rue Alfred Saker

**B.P:** 1090 Douala -Cameroun - **Tel:** +237 233 50 30 00 - **Fax:** +237 233 50 30 17

**Usine/Plant:** B.P: 54 Edéa-Cameroun - **Tel:** + 237 233 50 44 00 - **Fax Direction Usine:** + 237 233 50 44 20

**Email:** ventes.alucam@groupealucam.com

Interview : Mme Aline Valérie Mbono

## IL FAUT DÉCONSTRUIRE TOUTE FORME D'EXCLUSION ET DE MARGINALISATION

■ *Propos recueillis par Nadine Blanche Mbochi*



Mme Aline Valérie Mbono, Directrice Exécutive du GICAM

### En quelques mots, qui est Aline Valérie Mbono ?

Née il y a 46 ans d'un Père Enseignant de langue française et d'une mère Infirmière, je suis issue de la cuvée 93 de l'Université de Yaoundé II où j'ai obtenu un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Droit international des affaires et fiscalité. Ce parchemin a été complété plus tard par des certificats délivrés par diverses Institutions à l'instar de la Sorbonne et l'International Organization for Standardization.

Je suis donc Juriste avec une sensibilité particulière au droit du numérique. Je cumule à ce jour 22 années d'expérience dont une première moitié passée en Cabinet d'Audit et de Conseil, et la deuxième moitié à la tête de la Division des Affaires Juridique de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication, avant de rejoindre le GICAM, le 1er février dernier.

### Première femme Directrice Exécutive de l'organisation patronale la plus représentative du secteur privé ; cela fait-il une différence pour vous ?

En fait Oui et Non.

Non parce qu'au lendemain d'une nomination à un poste comme celui que j'occupe, les sentiments qui vous animent ne sont pas liés aux hormones mais plus à l'envie d'être à la hauteur de la confiance placée en vous. A ce moment-là, le besoin de relever le challenge, la pression de ne pas décevoir et l'incroyable volonté d'y arriver sont les mêmes que ressentirait quiconque se trouve dans cette posture indépendamment du genre qu'il représente.

Oui parce que première femme à la tête de l'Organe permanent du GICAM, il faut bien qu'à la fin de la journée, cela puisse faire la différence, peut-être par une sensibilité particulière dans la manière d'aborder les choses pour impacter différemment, à la fois le Groupement, les membres et pourquoi pas les

différents partenaires.

### Votre nomination à la tête de l'organe permanent du GICAM intervient dans un contexte économique particulier du fait de la pandémie Covid-19. Ceci vous impacte-t-il ?

Si je répondais par la négative vous me prendriez au sérieux ?

Bien sûr que la crise sanitaire que le monde entier vit en ce moment impacte négativement les activités de tous les maillons du tissu économique camerounais. Cette pandémie affecte nos activités, la façon de nous déployer et par voie de conséquence notre productivité. Le bon côté des choses est qu'elle nous force à innover, et nous réinventer pour assurer une continuité de service.

Le GICAM, s'il faut le rappeler, représente à travers sa communauté de membres environ 10 000 milliards de chiffre d'affaires cumulé, soit 45% du PIB national et un effectif de 221 000 employés permanents, aussi, la performance de notre pays est-elle largement influencée par celle de nos membres.

C'est d'ailleurs à ce titre que le GICAM a fait un ensemble de propositions au Gouvernement allant dans le sens de la prise de mesures qui viseraient à atténuer les effets de cette crise sanitaire sans précédent sur les Entreprises.

### Que pensez-vous de la dynamique de promotion du genre au GICAM et au sein des entreprises en général ?

Il est assez difficile de ne pas être sensible à la promotion des femmes compétentes dans les sphères du pouvoir, que ce soit au sein de notre Groupement ou dans les Entreprises en général. C'est le lieu de rappeler pour s'en féliciter que la première Vice-Présidente du GICAM est une femme, Mme Reine ESSOBMADJE MBANG.

La tentation serait grande de s'endormir sur ses lauriers en se disant « nous y sommes », mais hélas, le chemin est encore long. Aucune femme ne pourra du haut de son perchoir, effacer à elle seule les inégalités qui persistent entre les hommes et les femmes. Ce qu'il faut ce sont des Leaders de tous âges, de toutes identités de genre et de tous milieux qui conçoivent le changement, le façonne, l'incarne, afin d'être une source d'inspiration pour la société toute entière. Ces personnes plus elles seront nombreuses, plus elles arriveront à déconstruire toute forme d'exclusion et de marginalisation en prenant des risques pour démasquer les obstacles structurels qui perpétuent les inégalités.

### Avez-vous message pour nos lecteurs ?

Mon message en lien avec la situation actuelle serait d'inviter tout le monde à faire preuve d'une plus grande résilience car après la pluie viendra fatalement le beau temps.

God bless all of you.

Paroles aux acteurs

Madame Sylviane Moudeke, Directeur Général YUP

**RENFORCER LE DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ ET JOUER SON RÔLE DE CATALYSEUR**■ *Propos recueillis par Alimatou Mbana et Stéphane Boyomo***Que pensez-vous du bilan qui vous a été présenté ?**

Il résume la dynamique d'un « Gicam en Action » parfaitement imprégné des insights de l'environnement, fortement engagé en tant que porte-parole dans la défense et la promotion des intérêts des entreprises notamment en matière de fiscalité.



Il illustre par ailleurs la volonté d'une organisation patronale portée par un langage de vérité et de transparence dans le dialogue Public- Privé et qui souhaite être force de propositions pour l'Etat du Cameroun.

Enfin ce bilan éclaire s'il en était encore besoin, sur l'importance de l'institution patronale au carrefour des enjeux économiques, sociaux et même sociétaux.

Ainsi la consolidation des plateformes d'échanges entre les membres du GICAM aux vues de faciliter la remontée d'informations sur les sujets bloquants en matière de développement des affaires, l'investissement dans la recherche de solutions pour soutenir la performance des entreprises dans un contexte difficile accentué par la crise du NOSO et la pandémie COVID 19 (Dialogue Social avec la Coalition pour l'Emploi) d'autre part, mais également la relance des coopérations avec les patronats et partenaires étrangers comme la promotion de la digitalisation et de

l'entrepreneuriat féminin pour ne citer que ceux-là, affichent la ligne du GICAM à s'inscrire dans une ère de modernité. En portant un discours actuel sur l'entreprise, en montrant l'exemple d'un collectif qui s'appuie sur l'efficacité et qui propose une vision camerounaise mais ouverte sur le monde.

Je pense que les entreprises, grandes et petites l'ont bien compris et c'est la raison pour laquelle elles ont marqué leur confiance.

**Que reprenez-vous de cette Assemblée Générale ?**

Je vais vous donner une réponse basée sur l'émotion et ma fierté en tant que femme. Je retiens le point majeur de cette AG : le renouvellement de l'équipe avec une option genre très clairement marquée avec la nomination de Reine Mbang Essobmadje au poste de Vice Présidente du GICAM. Ce qui est une première depuis la création du GICAM en 1957 et qui mérite d'être largement soulignée !

**Quelles vos attentes envers le GICAM pour les 3 prochaines années ?**

Notre pays doit faire face à de forts enjeux de croissance et celle-ci est tirée, entre autres, par le secteur privé.

A cet effet, le GICAM devra poursuivre les dialogues entamés pour porter plus haut les voix de celles et ceux qui ont renouvelé leur confiance au Président TAWAMBA et à son bureau.

Mes attentes en 3 points :

1. Renforcer le dialogue de façon permanente et constructive avec l'Etat du Cameroun afin que les entreprises bénéficient d'un meilleur accompagnement. Cet accompagnement devra certainement être davantage inclusif car les entreprises expriment le besoin de plus d'équité, de justice économique. Il devra en outre pousser au renforcement des mesures de soutien à implémenter pour diminuer au maximum

l'impact sur l'emploi et développer des champions nationaux face à la crise mondiale sanitaire à laquelle nous sommes confrontés;

2. Promouvoir le # WomenEmpowerment : les femmes entrepreneures dans notre pays représentent un incroyable réservoir en matière de développement économique. Le GICAM doit pouvoir jouer son rôle de catalyseur dans sa capacité à transmettre de l'information, à créer du lien et des interactions encore bien trop faibles à date entre les entrepreneures et les entreprises ou les institutions pour les accompagner dans leurs besoins et leur développement (réseautage et insertion dans des chaînes de valeur, financement, formations..);

3. Engager le monde de l'Entreprise et davantage sensibiliser la PME camerounaise à aller plus loin dans la démarche de responsabilité sociétale. En effet, la RSE est un puissant levier en matière de différenciation et de compétitivité dans la mesure où elle donne du sens et établit une forme de cohérence entre le modèle d'affaires et les parties prenantes. Les grands groupes internationaux ont entamé la démarche. Nos PME devront le faire de façon plus généralisée.

Dans les prochaines années, nos clients vont être plus à l'écoute des impacts environnementaux et sociaux des produits que nous offrons sur le marché et qu'ils consomment, nos équipes vont être plus attentives à l'alignement des actions de l'Entreprise versus les valeurs prônées, nos actionnaires plus regardants en matière de performance mais aussi de pérennité... Nous devons chacun sur nos segments d'activité nous questionner sur notre raison d'être.

Je sais compter sur la vision orientée business /durabilité de l'équipe actuelle pour aller dans ce sens.

Sylvestre Magloire Tamo Tchuimbou, PDG de Wisdom International Ltd

## BILAN FORT ÉLOGIEUX ; MAINTENIR LE CAP ; VISER PLUS HAUT



### Que pensez-vous du bilan qui vous a été présenté ?

L'équipe « GICAM EN ACTION » sous la houlette du Président Célestin TAWAMBA nous a présenté un bilan fort élogieux.

En effet, après la refonte des textes organiques de l'organisation en 2018, l'heure était à la refondation et, passant de la parole aux actions, le directoire de notre organisation patronale s'est véritablement investi, non seulement pour assurer la consolidation de sa notoriété, mais davantage dans la recherche des solutions concrètes pour une relance économique durable.

Ainsi, comme à l'accoutumé, et en dépit de la crise sanitaire, notre organisation a porté auprès des instances compétentes, la voix du patronat camerounais sur différents sujets allant de la fiscalité au financement de l'économie en passant par les questions de gouvernance.

Dans cette lancée, nous avons pu constater un flux d'actions et un foisonnement d'activités fidèlement reportées dans le document bilan. La digitalisation effective des services a rendu possible le maintien des activités pendant la crise sanitaire COVID 19. La réorganisation des commissions et le recrutement de 94 nouveaux membres témoignent à suffisance s'il en était nécessaire, de la vitalité de l'équipe « GICAM EN ACTION ».

Enfin, la revitalisation de la coopération avec les patronats étrangers MEDEF (France), CGECI (Côte d'Ivoire), NECA (Nigeria), CNP (Sénégal) et le renforcement des rapports avec les partenaires internationaux au développement

(BAD, SFI, AFD, BIT et le PNUD), ne sont pas en reste de cette merveilleuse épopée de l'équipe conduite par le président TAWAMBA, laquelle ne pouvait, à mon avis avoir qu'une mention très honorable à l'issue de son premier mandat.

### Que retenir-vous de cette Assemblée Générale ?

Nous avons noté de réelles avancées vers l'atteinte des objectifs que l'équipe « GICAM EN ACTION » s'était assignée au début de sa mandature avec notamment : La DIGITALISATION DE SES SERVICES donnant ainsi la possibilité à tous ses membres de participer virtuellement aux travaux, formations et informations de l'organisation en temps réel.

Nous avons également noté avec beaucoup de satisfaction, le réaménagement au sein du directoire de l'organisation avec la création de nouvelles commissions.

### Quelles sont vos attentes envers le GICAM pour les 3 prochaines années ?

Pour les trois prochaines années les attentes de WISDOM INTERNATIONAL Ltd vis-à-vis du GICAM s'articulent autour de dix points majeurs :

- ▶ Un plaidoyer auprès de l'Etat pour un accompagnement substantiel des promoteurs immobiliers dans leurs missions sociales afin de juguler la crise du logement;
- ▶ Bénéficier du parrainage du GICAM dans notre projet d'internalisation;
- ▶ Un plaidoyer auprès l'administration fiscale pour une fiscalité plus équitable et plus incitative;
- ▶ Une incitation plus accrue de l'Etat au règlement de la dette intérieure ;
- ▶ Un plaidoyer auprès de l'Etat pour la mise sur pied d'un véritable plan de relance économique ;
- ▶ Plaidoyer pour l'accès au financement des projets à fortes valeurs ajoutée à des conditions moins contraignantes ;
- ▶ Bénéficier des recommandations pour nos diverses prestations ;
- ▶ Avoir accès à une information économique de qualité en temps réel par secteur d'activité ;
- ▶ Faire de la Banque des PME, un véritable levier de développement ;
- ▶ Le GICAM devrait maintenir la pression sur l'Etat pour un meilleur développement du réseau routier car, là où la route passe, le développement suit.

# Mazars 2020 C-suite barometer

Mazars, the international audit, tax and advisory firm releases its new “Mazars 2020 C-suite barometer,” a comprehensive report of business executives’ views and outlook for 2021, based on insights from over 500 C-suite leaders around the world.

According to the research, the top three most likely business transformations in the coming three to five years are:

- Technology transformations
- Performance improvement-related transformations
- Development of new services, markets and business models

Discover more at [www.mazars.cm/c-suite](http://www.mazars.cm/c-suite)

**mazars**



## Auditorium conférence: Salle André SIAKA

Rez-de-chaussée, (vidéo-projecteur, micro de table, micro pupitre, micro fm et écran de projection)

### CAPACITÉ

100 places en respectant  
les mesures de distanciation

### PRIX

450 000 FCFA HT/jour  
200 000 FCFA HT/démi-jour

Reine Flore Tamo, Directeur Général Fisc'Af

## « POUR FAIRE GAGNER LE CAMEROUN, FAISONS GAGNER L'ENTREPRISE »



### Que pensez-vous du bilan qui vous a été présenté ?

Le bilan résumé de la mandature triennale sous l'égide du « GICAM en Action », est très fidèle aux actions menées par le Président Célestin TAWAMBA et son Conseil d'Administration. En tant que membre du GICAM, ce Bilan résumé sur une vingtaine de pages témoigne très fortement le pari réussi du GICAM en Action à travers :

- ▶ Sa proximité avec les membres malgré les restrictions liées à la Covid 19 ;
- ▶ Son accompagnement constant des PME à travers la création d'un Centre de Développement approprié (CDPME), moteur pour l'emploi et la croissance ;
- ▶ Son côté rassembleur par lequel, le GICAM déploie une réelle animation du secteur privé dans sa globalité.

Durant ces trois (03) années, j'ai vu le GICAM

principale organisation patronale du Cameroun, signer de belles réalisations, même si beaucoup reste à faire. Pour cette mandature 2017 – 2020, je peux dire que les fruits ont tenu les promesses des fleurs.

### Que retenir-vous de cette Assemblée Générale ?

Ce que je retiens principalement c'est le programme de la liste « GICAM en Action Acte 2 » qui depuis la déclaration de candidature de Monsieur Célestin TAWAMBA pour un nouveau mandat, nous promet maintenant un GICAM plus audacieux, plus inspirant et plus impactant. Et à la lecture de son bilan du mandat échu, je peux dire qu'il ne s'agit pas de vaines promesses, mais bien plus, une feuille de route entre les mains du Maître, qui saura l'exécuter fidèlement pour un GICAM en action de catalyseur menant à la transformation de l'économie de notre pays.

Un autre fait marquant de cette Assemblée Générale, est la remise des pins GICAM et des cartes Privilèges des Membres portant le nom de l'Entreprise membre et de son numéro de matricule ceci peut être vu comme un détail, mais seulement il est non négligeable pour moi.

### Quelles sont vos attentes envers le GICAM pour les 3 prochaines années ?

Mes attentes sont celles résumées dans le programme de la liste GICAM en Action Acte 2 et je crois vraiment à leur achèvement. Toutefois, j'exhorte le GICAM de demeurer fidèle à sa philosophie qui est de placer SON membre au cœur de la démarche patronale afin de bâtir un Groupement respecté, puissant et structuré au service du rayonnement de ses Membres. Pour reprendre ainsi les conclusions du programme GICAM en Action Acte 2 « pour faire gagner le Cameroun, faisons gagner l'entreprise ».



[www.hsd-melt.com](http://www.hsd-melt.com)

PERSONNEL TEMPORAIRE

GESTION DE LA PAIE

**La référence**  
locale et internationale  
en gestion des ressources  
humaines en Afrique  
Subsaharienne.

**Confiez-nous une mission !**

RECRUTEMENT LOCAL  
& INTERNATIONAL

FORMATION  
PROFESSIONNELLE



Fixe : +237 2 33 43 04 81  
Mobile : +237 6 98 84 36 68  
Carrefour Hôtel de l'Air, Bonapriso  
85 avenue de l'Indépendance  
B.P 3948 Douala  
[cameroon.office@hsd-melt.com](mailto:cameroon.office@hsd-melt.com)



Finance:

## LOI DE FINANCES 2021 : LA PERCEPTION DES ENTREPRISES



■ Par Gràce Bohék,  
Chargée d'Etudes Juridiques au GICAM

Les entreprises ont espéré la mise en œuvre de réelles mesures de soutien en vue de la relance de leurs activités dans le cadre de la Loi de Finances 2021 et suite aux conséquences néfastes de la Covid-19.

La Loi de finances 2021 est adoptée dans un contexte marqué par une économie mondiale fragilisée du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Comme toutes les autres économies, le Cameroun connaît une paralysie de ses activités économiques dans tous les secteurs d'activités. Cependant, l'Etat doit assurer ses missions régaliennes notamment en adoptant et en publiant la Loi N° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021. Pour revenir sur cette dernière, elle a été accueillie de manière mitigée par les contribuables quant aux innovations observées et aux difficultés qui demeurent pendantes.

#### Quelques innovations relevées...

Au rang des mesures innovantes de la Loi de finances 2021, le Gouvernement entend faire passer la pression fiscale de 11,4% du PIB en 2020 à 12,3% du PIB. Il accorde également un soutien à l'industrie pharmaceutique, aux secteurs

de la pêche et l'élevage ; l'instauration du droit d'accises ad valorem sur certains produits à l'importation ; la définition d'un nouveau cadre pour les contrôles douaniers différés et a posteriori ; la consécration de l'utilisation des procès-verbaux intermédiaires durant la phase d'exécution des contrôles a posteriori.

Aussi, la Loi de finances 2021 apporte les précisions sur les conditions d'exercice des recours en douanes et institue la possibilité désormais reconnue aux contribuables d'annuler une déclaration en douane suivant des conditions bien définies, entre autres...

#### ...Des insuffisances liées au contexte de la crise actuelle

De ce qui précède, les contribuables et entreprises se trouvent lésées face au niveau très élevé des prélèvements fiscaux à la suite d'une crise sanitaire qui a plombé les activités et pour laquelle plusieurs d'entre elles peinent à trouver des débouchés. La persistance pour le Gouvernement de tenir la base de calcul de l'Impôt sur les Sociétés sur le chiffre d'affaires plutôt que sur le bénéfice, comme cela se fait dans d'autres pays, affaiblit davantage l'éclosion d'une économie dont on espère florissante en 2035.

Aussi, la faible garantie des droits des contribuables et le coût très élevé lié au suivi du contentieux constituent de réelles entorses pour le développement des entreprises. Par conséquent, leur niveau de compétitivité sur le plan régional et même international est amoindri au moment où on parle de la mise effective de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA). Plusieurs d'entre elles suite à de telles situations tombent sous le coup d'une insuffisance financière

qui conduit inéluctablement à une faillite. La conséquence certaine est la mise en chômage de plusieurs familles et ménages.

Pour l'Etat, l'acharnement fiscal auquel les entreprises font face se justifie par les différentes crises que traverse notre pays, notamment les crises sécuritaires dans les Régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest et l'Extrême-Nord ; la chute du prix du baril du pétrole depuis quelques années.

Toutefois, il convient de prendre en compte le plaidoyer des entreprises qui proposent une stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale.

#### Urgence d'un élargissement de l'assiette fiscale

Il existe absolument une relation étroite entre la fiscalité et le développement. Si les entreprises ne parviennent pas à prospérer du fait d'une fiscalité sans cesse étouffante, la compétitivité de celles-ci est alors mise en jeu au détriment de l'économie nationale.

Toutefois, il appert que le Cameroun ne profite pas assez de son potentiel fiscal.

En effet, le secteur informel est en pleine expansion et fait des recettes ; leur prise en compte pour l'élargissement de l'assiette fiscale permettrait tout au moins de sécuriser les recettes fiscales et d'alléger la pression sous laquelle croupissent les entreprises formelles. Le choix et la mise en œuvre de cette option doterait l'Etat d'une fiscalité efficace, adaptée et utile.

Ainsi, il devient urgent de prendre en compte les propositions du Secteur Privé qui appelle de tout son vœu au dialogue et à la refonte profonde de notre système fiscal, en intégrant tous les maillons de l'économie, formelle et informelle.

# IMPACTS DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES SUR LES RECETTES FISCALES ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE



■ Par Nacisse Chassem  
Représentant Centre-Sud-Est, GICAM

"Au Cameroun, la baisse du taux d'Impôt sur les Sociétés de 30% à 15% devrait permettre d'accroître les recettes fiscales et d'avoir des taux de croissance économique plus élevés."

Le taux d'Impôt sur les Sociétés (IS) est un point de discordance majeure entre le patronat et l'administration fiscale au Cameroun. Selon la Loi de Finances 2021, ce taux est de :

- ▶ 30,8% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires égal ou inférieur à trois milliards de franc CFA ;
- ▶ 33% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à trois milliards de franc CFA ;
- ▶ 27,5% pour les entreprises qui possèdent des actions à la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

Pour les entreprises de la BVMAC, le taux d'acompte et du minimum de perception de l'IS est de 1,65% du chiffre d'affaires. En revanche,

pour les entreprises non cotées à la BVMAC, ce taux est de 2,2%. Le patronat estime qu'il est très élevé et plaide pour son plafonnement comme en Côte d'Ivoire ou tout simplement sa suppression.

Dans cet article, les données de 186 pays sur la période de 2005 à 2019 sont utilisées pour évaluer le lien entre d'une part le taux d'IS, et d'autre part le taux de pression fiscale et le taux de croissance économique mesuré par le Produit Intérieur Brut par habitant. Les résultats confirment l'hypothèse de la courbe de Laffer (1924) et ainsi, donnent raison au patronat.

Au Cameroun, la baisse du taux d'IS devrait permettre d'avoir un taux élevé de croissance économique et d'accroître les recettes fiscales.

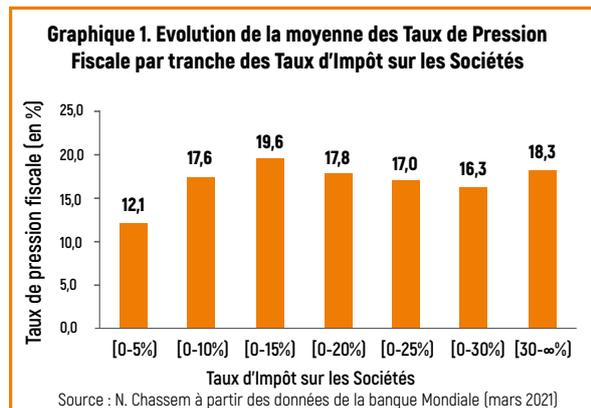
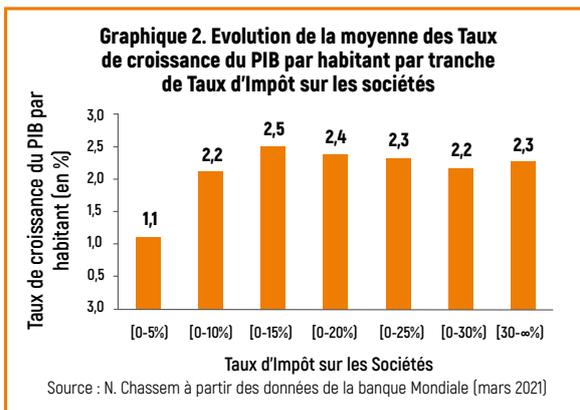
Le Graphique 1. ci-dessus montre qu'en moyenne, le taux de pression fiscale ou la part des recettes fiscales dans le Produit Intérieur Brut (PIB) est plus élevé pour les taux d'IS compris entre 10% et 15%. Il est de 19,6%.

En particulier, pour des taux d'IS inférieur à 30%, la courbe de la moyenne du taux de pression fiscale a une allure en cloche qui atteint son maximum pour

des taux d'IS compris entre 10% et 15%. Elle croît lorsqu'on passe des taux d'IS de 0-5%, à 5-10%, et à 10-15% et décroît ou stagne lorsqu'on passe des taux d'IS de 15-20%, à 20-25%, à 25-30% et à plus de 30%.

En revanche, pour des taux d'IS supérieur à 30%, la moyenne des taux de pression fiscale est statistiquement égale à celle avec des taux d'IS compris entre 10-15%. Ce dernier résultat confirme que la baisse du taux d'IS devrait favoriser l'élargissement de l'assiette fiscale.

Le Graphique 2. ci-après montre également qu'en moyenne, le taux de croissance du PIB par habitant est statistiquement plus élevé pour les taux d'IS compris entre 10% et 15%. Il est de 2,5%.



des taux d'IS compris entre 10% et 15%. Elle croît lorsqu'on passe des taux d'IS de 0-5%, à 5-10%, et à 10-15% et décroît ou stagne lorsqu'on passe des taux d'IS de 15-20%, à 20-25%, à 25-30% et à plus de 30%. L'hypothèse

La moyenne des taux de croissance du PIB par habitant croît rapidement lorsqu'on passe des taux d'IS de 0-5%, à 5-10%, et à 10-15% et décroît ou stagne statistiquement lorsqu'on passe des taux d'IS de 15-20%, à 20-25%, à 25-30% et à plus de 30%.

En conclusion, en moyenne, les taux d'IS compris entre 10% et 15% permettent d'avoir des taux de croissance économique et de pression fiscale statistiquement plus élevés. Ce résultat est également vérifié lorsqu'on restreint l'échantillon aux 54 pays africains et à 150 pays en développement sur la même période de 2005 à 2019.

LA PASTA GOLD

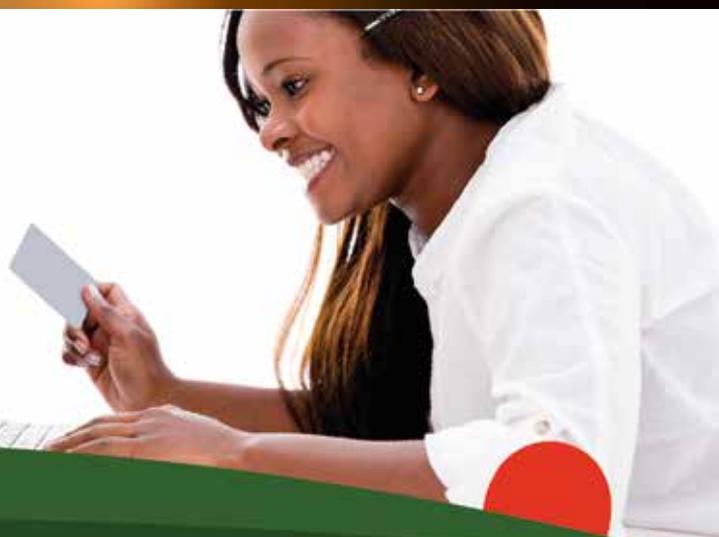
# DE L'OR EN PÂTES



la pasta Gold

DE L'OR EN PÂTES

PANZANI CAMEROUN B.P.: 848 Douala Customer care :  
Lapastacare@cadyst - invest.com.  
Tél. : (+ 237) 658 08 18 58 / 658 08 28 30



## Payez vos primes par **carte bancaire** !

Vous pouvez désormais faire vos paiements avec votre carte bancaire sur notre plateforme, peu importe où vous êtes, en 5 min.



Direction générale (siège social) :  
124, Rue de la Morthe Fiquet, Bonanjo  
BP 2000, Douala



Direction commerciale :  
Rue Paul Soppo Priso (Njo Njo)  
Bonapriso, Douala



Direction régionale centre :  
Rue de l'hotel Girafe  
Elig: Essono, Yaoundé



(+237) 679 453 227



service.clients@acamvie.com

www.acamvie.com

Société anonyme régie par le code des assurances au capital de 3 000 000 000 FCFA - RCCM: N° RC/DLA/2017/B/2663 - N° Contribuable M101512416396U



McCANN

## Les Cliniques Juridiques

## UN GICAM DE SOLUTIONS AU SERVICE DE SES ADHÉRENTS

Le GICAM s'est donné pour leitmotiv d'être toujours près de ses adhérents en leur apportant des solutions pratiques aux difficultés rencontrées au quotidien de leur entreprise respective. Les « Cliniques Juridiques » s'avéraient donc être une solution innovante et efficace pour atteindre cet objectif. C'est ainsi que la Commission des Affaires Juridiques Contentieux et Réglementation du GICAM (AJCR), en partenariat avec l'Association Camerounaise des Juristes d'Entreprises (ACJE) a lancé, sous l'impulsion du Président Célestin TAWAMBA, « Les Cliniques Juridiques ».



■ Par David NYAMSI,  
Secrétaire Général du CMAG

L'objectif des « Cliniques » du GICAM est d'aider, de la manière la plus pratique possible les entreprises à acquérir non seulement les connaissances pratiques, mais aussi la technique nécessaire pour gérer les problématiques rencontrées au quotidien.

Dans le leitmotiv d'être un GICAM de Services, à l'écoute et à l'assistance de ses adhérents dans la résolution de problèmes inhérents à leurs activités respectives, la Commission C-AJCR a choisi comme thème de l'Atelier : « Le Règlement des Litiges Commerciaux ».

La salle de Conférences André SIAKA a accueilli à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, 80 personnes dont 75% représentaient les PME (Cible prioritaire des Cliniques Juridiques) et 20% des responsables de grandes entreprises, avocats et étudiants. Il est également à souligner que l'évènement était diffusé en direct, simultanément via Zoom, et sur Facebook. La retransmission via Zoom a vu 20 personnes connectées et un plus large public sur Facebook, duquel, pour montrer à quel point le thème choisi a interpellé, est venu de nombreuses questions.

Les participants pour le premier atelier, ont écouté tour à tour, M. Guy Bertrand NTSAMA, Juriste spécialisé en droit des affaires, et M. David NYAMSI, Secrétaire Général du CMAG.

Ces spécialistes des MARD, après avoir fait un tour d'horizon des possibilités offertes aux entreprises présentes,

notamment, de la Conciliation, de la Justice Participative, de la Négociation, la Transaction la Médiation, Mini-Trial et de l'Arbitrage, ont ensuite donné des outils et techniques pratiques aux participants au cours d'une session de questions-réponses intense d'une heure et demie.

L'atelier du 25 février animé par Me Philippe OBIANG, Avocat au Barreau du Cameroun, portait sur « La gestion des relations avec les administrations ». Les personnes présentes ont pu bénéficier de l'expertise de ce juriste expérimenté qui leur a donné les méthodes pour optimiser lesdites relations. Les participants en présentiel et en ligne étaient d'autant plus en appétit lorsqu'il leur a été rappelé le thème du 3e Atelier des « Cliniques Juridiques », qui touche un aspect névralgique des relations entreprises et administrations : Le Contentieux fiscal.

Monsieur Edmond Christian AKOA MBALLA, Directeur Juridique chez BVS donnera le 3 mars 2021, les techniques et connaissances pratiques nécessaires aux assistants dans le cadre des contentieux fiscaux.

Il a expliqué les avantages d'éviter les contentieux fiscaux par une préparation en amont et une parfaite maîtrise de ce qu'est le contentieux fiscal.

Le 10 mars 2021, rebelote. Monsieur AKOA MBALLA, cette fois en compagnie de Mme SOPPO PRISO Sandrine, Directeur Juridique de DELOITTE & TOUCHE, ont apporté aux participants, des connaissances

pratiques destinées à les aider à faire efficacement face aux contentieux douaniers. Les questions préparées par les assistants à cette importante session dénotent, si besoin l'était encore, de l'importance que revêt le contentieux douanier pour les entreprises qui ont fait le déplacement au GICAM.

Une semaine plus tard, le 17 mars 2021, Monsieur Jean-Elisé GOUATER, Directeur Général Adjoint de la Cameroun Commercial Bank (CBC) a tenu en haleine une dizaine de participants en présentiel et une vingtaine en ligne sur le thème d'actualité : « Survie de l'entreprise en temps de crise : La restructuration d'entreprises ». L'animateur de la session a mis en avant le fait la COVID-19 a, que l'on accepte ou non, forcé les entreprises à revoir leur fonctionnement complet. Les conséquences des restructurations tant sur les employés que sur les entreprises elles-mêmes ont été abordées. S'en est suivie un riche échange entre M. GOUATER et les participants conquis de cette 5e session de la première vague des « Cliniques Juridiques du GICAM et de l'ACJE ».

La 6e session animée par M. Pepin NGUIMEYA, Directeur Juridique ECOBANK, qui s'est tenue le 24 mars 2021 était intitulée : « Les bonnes pratiques pour une gestion optimale des relations avec les partenaires économiques en temps de crise (Fournisseurs, créanciers, clients) semble être la suite logique de la session du 17 mars et à laquelle les entreprises ont grandement tiré profit.





## DE TOUT COEUR ACTE 2

Douala, 12 mars 2021 - CANAL+ Cameroun a procédé à l'inauguration du salon de coiffure de Mary AZONI, une jeune femme en situation de handicap. Repérée par l'association «Donnons nous la main» de Martin Camus MIMB, cette mère de 4 enfants, qu'elle élève toute seule avait toutes les difficultés à gagner sa vie et à se faire une clientèle fidèle.

C'est sa volonté et son courage à réussir malgré sa mobilité réduite qui a motivé l'entreprise à l'accompagner en rénovant entièrement son salon de coiffure avec du mobilier et du matériel neufs, une nouvelle enseigne pour renforcer sa visibilité; et en lui offrant toutes les fournitures et produits cosmétiques nécessaires pour réaliser de belles coiffures. Et le salon a été équipé avec un téléviseur et un abonnement illimitée à la formule EVASION+ pour que les clientes profitent des programmes des Bouquets CANAL+ en attendant d'être coiffées par Mary.

L'objectif de CANAL+ Cameroun ? Réaffirmer son engagement auprès des personnes défavorisées, s'impliquer dans des projets et des initiatives locales et lutter contre les inégalités sociales. Parce que c'est ensemble que nous allons y arriver et que Mary est l'un des nombreux visages et exemples de bravoure et de persévérance.

Alors, mesdames, Mary vous attend toutes dans son salon de coiffure MARY FASHION.



CHAQUE JOUR ENSEMBLE

**CANAL+**

## Tableau de bord de l'économie au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 : LES CRAINTES D'UNE RÉSURGENCE DE LA CRISE SANITAIRE PLOMBENT LES PERSPECTIVES DE REPRISE

Ce document que le GICAM publie trimestriellement est intitulé Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie. Il fait le round-up des activités économiques au Cameroun d'un trimestre, reflété par les opinions des chefs d'entreprises interrogés sur l'évolution de l'activité dans leurs entreprises et secteurs respectifs. Il présente aussi par anticipation, la perception de ces derniers sur le trimestre suivant.

Les indicateurs portent ici sur :

- ▶ la tendance de l'activité au cours de la période sous revue (4<sup>ème</sup> trimestre 2020) et de celle anticipée au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ;
- ▶ l'évaluation de l'environnement des affaires en termes de forces, contraintes/menaces et opportunités.

Les chefs d'entreprises ont également été invités à exprimer leurs attentes spécifiques et des propositions pour l'amélioration de l'environnement global des affaires.

L'analyse procède à des comparaisons avec les tendances observées au cours du trimestre précédent (3<sup>ème</sup> trimestre 2020) et par rapport au même trimestre de l'année n-1 (4<sup>ème</sup> trimestre 2019).

Les analyses mettent l'accent sur les écarts significatifs et suffisamment perceptibles.

Cinq chiffres clés de la conjoncture au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

■ **32,4%** des chefs d'entreprises ont observé une hausse de leurs chiffres d'affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre contre 28% au 3<sup>ème</sup> et 15% au 2<sup>ème</sup> ;

■ **25,9%** des chefs d'entreprises anticipent une hausse de leurs effectifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ;

■ **72,9%** des chefs d'entreprises estiment que les problèmes d'énergie électrique ont plombé le développement des activités économiques au 4<sup>ème</sup> trimestre ;

■ **96,3%** des chefs d'entreprises ont été astreints à des pressions et tracasseries fiscales importantes et très importantes au 4<sup>ème</sup> trimestre ;

■ **31,2%** des chefs d'entreprises espèrent tirer profit de la tenue du CHAN.

### 1. Tonalité des activités au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 : Amélioration des ventes malgré la pression fiscale qui perdure et perturbe !

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, la tendance de l'évolution des activités est à la stabilité. En effet, les opinions des chefs d'entreprises à cet effet révèlent une confirmation des anticipations faites au 3<sup>ème</sup> trimestre. Selon les soldes d'opinions, les ravages de la pandémie qui s'étaient déjà avérés moins sévères au

3<sup>ème</sup> trimestre semblent laisser place à un optimisme. Il convient cependant de demeurer circonspect sur l'évocation d'une certaine reprise ou d'un retour à la normale.

#### ● L'espoir d'une reprise est permis !

La proportion de chefs d'entreprises ayant observé une baisse ou une stabilité de leurs chiffres d'affaires est passée de 72% au 3<sup>ème</sup> trimestre à **67,5%**. Cette proportion était de 85% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 et de 70% au 1<sup>er</sup> trimestre.

Par ailleurs, la proportion des chefs d'entreprise ayant observé juste une baisse de leurs chiffres d'affaires au cours de la période s'est stabilisée autour de **32%** comme au trimestre précédent, contre 63% au 2<sup>ème</sup> trimestre.

A l'opposé, la proportion de chefs d'entreprises ayant observé une hausse de leurs chiffres d'affaires, s'est améliorée au cours du trimestre sous revue, se situant à **32,4%** contre 28% au 3<sup>ème</sup> trimestre. Elle n'était que de 15% au 2T20. L'on n'est ainsi pas loin du niveau atteint un an plus tôt où elle se situait à 42%.

Au regard de ces chiffres, on est en droit d'aspirer à un retour progressif de la situation à la "normale".



Pour ce qui est de l'évolution des stocks, la stabilité constatée depuis le 1<sup>er</sup> trimestre se poursuit mais avec une légère évolution. Les opinions exprimées pour une stabilité représentent 50,6% contre 45,7% au 3T20. Cette proportion était de 42,6% au 2<sup>ème</sup> trimestre. On relève 24,1% des cas d'entreprises où les stocks sont en hausse contre 23% au trimestre précédent et 22,1% au 2T20.

#### ● Une trésorerie en amélioration ?

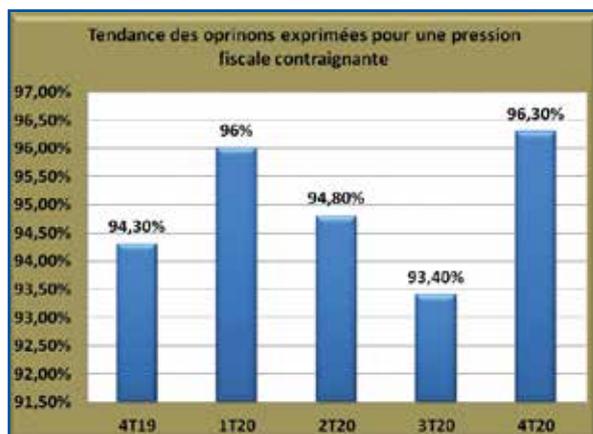
Pour ce qui est de l'endettement, l'on note une légère amélioration. En effet, la proportion ayant observé une stabilité de leur endettement a baissé pour se situer 34,3% contre 43,4% au 3T20 et 40% au 2<sup>ème</sup> trimestre. La proportion qui s'est prononcée pour un desserrement (baisse) de la dette est passée de 15% à 19,6%.



Quant à la trésorerie, sa dégradation n'a concerné que 49,5% d'entreprises au cours de ce trimestre, contre 57,9% au trimestre précédent. Cette proportion avait atteint 66% au 2ème trimestre, période de pic de la crise sanitaire. Ainsi, les festivités de fin d'année ont, malgré la crise sanitaire, eu un impact positif sur les ventes et incidemment sur la trésorerie. C'est ainsi que la proportion des chefs d'entreprises ayant noté une amélioration de leur trésorerie a doublé entre les deux trimestres, passant de 11,2% à 22%.

Toutefois, en glissement annuel, ce taux reste encore loin de celui observé au 4T2019.

● **La pression fiscale rythme le quotidien des chefs d'entreprises**



Dans le même élan que la trésorerie, la proportion de chefs d'entreprises ayant observé une baisse de leurs investissements est de moins en moins importante. Elle est de 34,6% au cours du trimestre sous revue, contre 36,3% au 3T20 alors que cette même proportion était de 42% au 2T20.

La perception d'une pression fiscale forte demeure élevée. Cette tendance perdure depuis plusieurs trimestres avec une proportion de moins en moins importante de chefs d'entreprises observant un desserrement de la pression fiscale : 3,6% contre 6,5% au 3T20. La proportion des opinions qui considèrent que la pression fiscale est en hausse est passée de 41,1% au 3ème trimestre 2020 à 42,7% au cours du 4ème trimestre.

Au final, 96,3% ont indiqué avoir observé une pression fiscale en hausse ou stable, contre 93,4% au 3ème trimestre et 94,8% au 2ème trimestre.

En glissement annuel, les avis concernant la pression fiscale confirment toujours le sentiment d'un étai fiscal. De 94,3% au 4ème trimestre 2019, on est passé à 96,3% d'opinions relevant une augmentation ou une stabilité de la pression fiscale. Depuis huit trimestres, au moins 9 chefs d'entreprises sur 10 peinent à se déployer à cause de cette forte pression fiscale.

La parafiscalité et les interventions des services démultipliées des services du Ministère du Commerce, à l'occasion des fêtes de fin d'année, ont particulièrement alimenté cette perception.

Tendance de l'activité	Hausse	Stable	Baisse	Total
<b>Tendance du Chiffre d'Affaires</b>	32,4% ↗	36,1% ↘	32,4% ↘	100%
<b>Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)</b>	24,1% ↗	50,6% ↗	25,3% ↘	100%
<b>Tendance de l'endettement</b>	46,1% ↗	34,3% ↘	19,6% ↗	100%
<b>Tendance de la trésorerie</b>	22% ↗	28,4% ↘	49,5% ↘	100%
<b>Tendance des investissements</b>	16,8% ↗	48,6% ↗	34,6% ↘	100%
<b>Tendance de la pression fiscale</b>	42,7% ↗	53,6% ↗	3,6% ↘	100%
<b>Tendance des effectifs</b>	18% ↗	56,8% ↘	25,8% ↘	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ⇌ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

● **Effectifs : une tendance aux nouveaux recrutements !**

Au cours du trimestre sous revue, les soldes d'opinions relatifs aux recrutements se redressent enfin. La proportion exprimée en faveur d'une hausse des effectifs passe ainsi du simple au double entre les deux trimestres (de 9% à 18%). En rappel, au 2ème trimestre, elle n'était que de 3%.

Au regard des sept indicateurs qui figurent en entrée du tableau ci-dessus, la morosité constatée pendant les trimestres précédents s'estompe progressivement et laisse place à un frémissement qui reste tout de même fragile.

**2. Tendance anticipée pour le 1T21 : l'euphorie des fêtes de fin d'année annonce des lendemains prometteurs au 1er trimestre 2021**

Dans la continuité de la tendance observée au cours du 3ème trimestre et confirmée au 4ème trimestre, la psychose de la crise sanitaire devrait continuer de s'estomper si l'on s'en tient aux opinions des chefs d'entreprises relatives à leurs anticipations pour le début d'année 2021.

● **La pression fiscale installée pour durer ?**

Presque tous les indicateurs indiquent une légère amélioration de la situation globale des entreprises, hormis la pression fiscale qui demeure une préoccupation constante.

S'agissant du chiffre d'affaires, de moins en moins d'opinions s'expriment pour une baisse. Estimée à 32,4% au 4T20, cette proportion se situerait au 1er

trimestre 2021 seulement à **22,9%**. Au pic de la crise sanitaire au 2ème trimestre 2020, elle avait atteint **67,3%**.

Pour ce qui est des investissements, la tendance anticipée pour le 1er trimestre 2021 est moins favorable, car la proportion des chefs d'entreprises qui espèrent investir davantage est de seulement **21,7%** alors qu'elle se situait à **23,2%** pour le 4T20. A l'évidence, les incertitudes liées à la résurgence de la crise sanitaire incitent à la prudence.

La tendance favorable concerne aussi les effectifs. Les recrutements pourraient être en hausse en début d'année chez un nombre plus grand d'entreprises (**25,9%** contre 18% au 4T20 et 9,4% au 3T20). La proportion des opinions exprimées pour une suppression d'emplois baisse significativement ; de 26,6% à **13,9%**.

A l'opposé de cette dynamique d'amélioration, la proportion des chefs d'entreprises qui entrevoient, par anticipation, une pression fiscale en hausse demeure élevée et tourne toujours autour de 42,6%. Ce taux était de 44,6% au cours du 4ème trimestre. Plus globalement, la tendance à la hausse ou à la stabilité se situerait par anticipation au 1T21 à **94,5%**, presque identique qu'au 4T20 qui était de **94,1%**.

Ceci laisse penser que l'atmosphère d'effervescence qui entoure généralement les fêtes de fin d'année pourrait se poursuivre au 1er trimestre 2021, notamment en la faveur de la tenue du CHAN, mais surtout de l'atténuation des risques sanitaires malgré les nouvelles incertitudes.

Tendance anticipée (1er Trimestre 2021)	Hausse	Stable	Baisse	Total
<b>Tendance du Chiffre d'Affaires</b>	42.0% ↗	34.9% ↗	22.9% ↘	100%
<b>Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)</b>	26.5% ↘	54.2% ↗	19.3% ↘	100%
<b>Tendance de l'endettement</b>	37.9% ↗	44.7% →	17.5% ↘	100%
<b>Tendance de la trésorerie</b>	25% ↗	39.8% ↗	35.2% ↘	100%
<b>Tendance des investissements</b>	21.7% ↘	52.8% ↗	25.5% ↘	100%
<b>Tendance de la pression fiscale</b>	42.6% ↘	51.9% ↗	5.6% ↘	100%
<b>Tendance des effectifs</b>	25.9% ↗	60.2% ↘	13.9% ↗	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 → = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

**3. Faiblesses et menaces : Les problèmes d'énergie et de télécommunications alourdissent les pesanteurs !!**

Afin d'évaluer le poids des faiblesses internes aux entreprises et des menaces relatives à l'environnement des affaires au cours du 4ème trimestre, de nouveaux paramètres ont été identifiés et introduits dans le questionnaire, il s'agit :

- i. du relèvement des coûts de passage portuaire ;
- ii. de la dégradation de la qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...) ;
- iii. de dégradation de la qualité du réseau routier;
- iv. du relèvement des taux de commissions bancaires sur les transferts de devises.

**● La psychose de la crise sanitaire plane toujours !!**

L'introduction de ces nouveaux facteurs dans l'analyse a mis en exergue d'importantes perturbations des activités des entreprises au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, les autres facteurs traditionnels qui plombent les activités relèvent non seulement de la régulation des marchés qui depuis plusieurs trimestres demeure une préoccupation, mais également de la menace Covid-19 qui continue à faire planer une certaine psychose sur le climat des affaires.

(i). En termes d'envergure, se trouve en première position, la psychose engendrée par la crise sanitaire : Malgré les indicateurs en amélioration, ce sont 85,1% des opinions qui se sont exprimées pour indiquer ressentir encore la chape de plomb liée à la Covid-19 de manière très importante et importante. Il s'agirait ici des craintes liées à résurgence observée dans les pays d'exportation du Cameroun.

(ii). **les questions de concurrence** qui perdurent depuis quelques trimestres arrivent en deuxième position des handicaps rencontrés par les chefs d'entreprises. En effet, **82,4%** des opinions estiment que l'impact d'une concurrence déloyale est très important (48,2%) et important (34,23%).

(iii). A l'image des questions liées à une concurrence déloyale, **les Tracasseries administratives** demeurent une préoccupation majeure des chefs entreprises depuis 4 trimestres. Au cours du trimestre sous revue, elles sont perçues par **79,4%** des chefs d'entreprises comme un handicap important ou très important, rejoignant ainsi la proportion observée au 2ème trimestre (79,2%), contre 76,4% au 3ème trimestre.

(iv). en quatrième position se trouve **l'insuffisance de la demande** qui continue à être une préoccupation majeure. Ce facteur a certes une tendance à la baisse en termes d'incidence, mais il ressort que qu'il reste un véritable handicap pour le développement des affaires, à hauteur de **75,9% d'opinions exprimées** (impact important et très important). Cette proportion était de 76,7% au 3T20.

**● Energie et télécommunications : entre insuffisance et perturbations !**

Dans le contexte de légère reprise au cours du trimestre sous revue, d'autres facteurs ont un impact non négligeable sur les activités économiques. Il s'agit notamment des problèmes d'énergie en termes d'indisponibilité en qualité et en quantité, de la mauvaise qualité des communications (internet et téléphone) ainsi que le relèvement des coûts de passage au port de Douala.

En effet, près de 8 chefs d'entreprises sur 10 (**72,9%**) estiment que l'insuffisance d'énergie électrique en quantité et en qualité est un handicap très important ou important pour les activités économiques.

Faiblesses/menaces	Très important	Important	Peu important	Total
Insuffisance de la demande	28.6% ↘	47.3% ↗	24.1% ↗	100%
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	18.2% ↘	21.8% ↗	60% ↘	100%
Difficultés d'accès aux financements	32.1% ↗	30.4% ↘	37.5% ↘	100%
Difficultés d'approvisionnement	32.4% ↗	21.5% ↘	45.8% ↗	100%
Insuffisance /perturbations de la distribution de l'énergie électrique	34.2% ↗	38.7% ↗	27.1% ↘	100%
Concurrence	48.2% ↗	34.2% ↘	17.8% ↘	100%
Tracasseries administratives	32.1% ↘	47.2% ↗	20.5% ↘	100%
Retard de paiement (Délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	41.8% ↘	22.7% ↘	35.5% ↗	100%
Difficultés d'accès aux devises	29.5% ↘	25.9% ↗	44.6% ↗	100%
Insécurité dans les régions du SW et NW	36% ↘	32.7% ↗	31.5% ↗	100%
Psychose engendrée par la pandémie du Covid 19	38.6%	46.5%	14.5%	100%
Qualité du réseau routier	32.7%	35.5%	31.8%	100%
Qualité des télécommunications (téléphone, internet...)	30.1%	39.8%	30.1%	100%
Relèvement des coûts de passage portuaire	24.3%	43%	32.7%	100%
Relèvement des taux de commissions bancaires sur le transfert de devises	25.9%	37.7%	38.4%	100%

↘= Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗= Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ➡= Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

Cette insuffisance qui est corrélée avec les questions de communication (internet et téléphone). Ce facteur est pointé du doigt par 70% des chefs d'entreprises comme handicap pour les affaires à un degré très important et important.

Pour ce qui est des coûts de passage portuaire, il ressort de l'enquête que ce facteur est tout aussi handicapant pour les entreprises que les questions d'infrastructures routières qui se trouvent dans un état de dégradation avancée. En effet, 67,3% des chefs d'entreprises interrogés pensent être négativement impactés par les coûts élevés sur la place portuaire de Douala. Il en est de même pour les opinions exprimées sur les conséquences qu'entraîne la dégradation des routes, car 68,2% estiment que l'état du réseau routier contribue fortement à freiner les activités économiques.

D'autres contraintes ont été exprimées par les chefs d'entreprises relevant des facteurs exogènes. Il s'agit notamment :

- Les embouteillages dans les grandes villes ;
- Le précompte de 2,2% qui met l'entreprise en éternel déficit ;
- L'absence d'accompagnement de l'Etat pour réduire l'impact la crise sanitaire ;
- La taxation (TVA, IS) de l'activité de placement du personnel temporaire avec comme base de taxation les salaires ;
- Les conséquences de l'insécurité et des troubles

post électorales en RCA (camions bloqués, non livraison des marchandises, surcoûts générés par le séjour prolongé des transporteurs sur le corridor, ...),  
 ■ etc.

L'on relève également la prédominance du secteur informel qui engendre des problèmes de concurrence et de régulation du marché.

**4. Forces et opportunités : Pas assez d'opportunités malgré les signaux prometteurs !**

Afin de jauger les performances réalisées par les unités de production sur la base de leurs forces internes et des opportunités offertes par l'environnement externe, d'autres nouveaux facteurs ont été pris en compte dans cette rubrique.

Il s'agit (i) de l'opportunité offerte par l'organisation prochaine du CHAN, (ii) l'effervescence relative aux fêtes de fin d'année, (iii) les mesures gouvernementales de soutien face à la crise Covid-19.

A l'analyse des opinions exprimées par les chefs d'entreprises, les opportunités pour le développement des affaires demeurent faibles malgré le frémissement observé au cours de ce trimestre marqué non seulement par les fêtes de fin d'année, mais également par l'imminence du CHAN.

C'est ainsi que **la hausse des commandes** constitue, depuis deux trimestres, le premier facteur dont l'impact est positif pour **59,3%**. Cette proportion demeure relativement faible et stagnante car elle était de 58% des avis au 3T20 contre 57% au 2T20 pour ce facteur.

Par ailleurs, **l'occasion des fêtes de fin d'année**, réputée être une opportunité idoine pour les entreprises, n'a permis qu'à seulement **43%** des entreprises de tirer profit de ces moments de grande consommation.

**L'imminence du CHAN** n'a constitué une opportunité très importante que pour une proportion marginale des chefs d'entreprise ; il s'agit de seulement **5,2%** des opinions exprimées. Quoique 25% trouve l'occasion **importante**, 69% n'y accordent que peu d'intérêt.

Par ailleurs, le statut de zone économiquement sinistré reconnu aux régions de l'EN, du SW et NW et les incitations qui en découlent, demeure plombé par l'insécurité dans ces zones. Seulement **11,5%** des chefs d'entreprises considèrent ce facteur comme étant une opportunité importante tandis que **72,6%** n'y trouvent pas grand intérêt.

Pour ce qui est des réformes pour **l'environnement global des affaires**, plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés n'y trouvent pas d'avancées notables (57,4%). Toutefois, l'on note qu'en terme de force, ce facteur se situe en 3ème position comme le plus favorable pour le développement des affaires avec 42,6% d'opinions considérant comme ayant eu impact très important et important ; ceci devant l'accroissement des commandes (59,3%) et l'effervescence des fêtes de fin d'année (42,9%).

Opportunités/forces	Très important	Important	Peu important	Total
Hausse des commandes / opportunités de marchés	16.9% ↘	42.4% ↗	40.7% ↘	100%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	7.7% ↘	28.2% ↗	64.1% ↗	100%
Accessibilité et coût des matières premières	13.9% ↗	25% ↘	61.5% ↗	100%
Amélioration de l'environnement des affaires	14.8% ↘	27.8% ↘	57.4% ↗	100%
Statut de Zone Economiquement Sinistré (SW, NW, EN)	11.5% ↗	15.9% ↗	72.6% ↘	100%
Mesures gouvernementales de soutien face au Covid 19	10.5%	24.6%	64.9%	100%
Accroissement de la demande de certains biens et services liés au Covid 19	7.9%	22.8%	69.3%	100%
Effervescence autour des fêtes de fin d'années	9.6%	33.3%	57%	100%
Préparatifs du CHAN 2020	5.2%	25.9%	69%	100%

↘= Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗= Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 →= Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

En définitive, le 4ème trimestre 2020 a été pour les chefs d'entreprises, une période d'espoir qui renaît suite à la crise sanitaire. Si les opinions illustrent une légère consolidation de la reprise des activités amorcée au 3ème trimestre, il n'en demeure pas moins que le niveau d'activités optimum est encore loin d'être atteint.

Cette situation aurait pu être meilleure si les pesanteurs de la fiscalité ne continuaient pas à peser sur l'environnement global des affaires. Par ailleurs, les questions d'énergie, les perturbations des télécommunications le relèvement des coûts de passage portuaire viennent alourdir le climat des affaires.



# CECOTRAM SARL

APPRO - DISTRIBUTION

## NOS COLLES ADHESIVES



Colle à bois  
320.0 D2

Colle rapide  
501.0 D4

Colle  
510.0

Colle 864.0 pour  
contreplaqué

Durcisseur  
303.5

Colle à bois  
rapide 303.0

Colle chaude  
862

Colle thermofusible  
728.9 étiquette

Colle à parquet  
583.6

## MATERIEL FORESTIER ET INDUSTRIEL



Lame de scie circulaire



Lame de scie uddeholm



Câble de débardage  
28 et 32



Feuillard 16, 19 et 32

## NOS MAGASINS

**DIRECTION GÉNÉRALE** : Douala-Cameroun  
 558 Avenue King Akwa Immeuble Dékage Akwa  
 B.P 13117 Douala-Cameroun / E-mail: cecotram2002@yahoo.fr  
 Tél.: (237) 233 43 04 54 / 233 43 93 95  
 Site web : www.cecotram.com

**AGENCE DE YAOUNDÉ**  
 Situé au carrefour des carreaux B.P 13117 Douala-Cameroun  
 B.P.: 350, Boulevard de l'Océan Rue 8035 Tél.: (237) 222 30 54 11  
 E-mail: cecotram\_yaounde@yahoo.fr

**AGENCE DE GAROUA**  
 Situé au Marché des planches  
 B.P 1264 Garoua-Cameroun  
 Tél.: (237) 222 27 30 77  
 E-mail: cecotramgaroua@yahoo.fr

**AGENCE DE BERTOUA**  
 Mandjou face Express Union sur route Garoua-Boulai  
 B.P 1264 Garoua-Cameroun  
 Tél.: (237) 222 27 30 77 - E-mail: cecotrambertoua@yahoo.com

PRÉSENTATION NOUVEAUX MEMBRES

<p><b>CSL TRAINING SOLUTION EQUIPMENT</b></p>	
	<p>Créé en 2015 par M. Guy-Roméo NGANGNANG, CSL est un cabinet de formation des opérateurs logistique, spécialisé dans le perfectionnement et le recyclage des professionnels à la conduite en sécurité des engins lourds de BTP et de manutention (levage), Conduite défensive véhicule lourd et léger ; Techniques d'élingage et gestes de commandements ; Sécurité incendie ; Premiers secours.</p> <p>CSL Training Solution Equipment dispose d'un centre agréé de formation initiale des conducteurs d'engins avec un site et des équipements dédiés.</p> <p>Localisation :</p> <p>- Douala-Ndogbong - BP : 12840 Douala, Tél : (+237)694 35 46 02/ 676 67 81 69</p> <p>- Yaounde, Tél : (+237)691 65 93 07/ 675 97 67 88</p> <p>info@cfpcsl.com, www.cfpcsl.com</p>
<p><b>MEDICARE</b></p>	
	<p>Créée en 2003 par le Dr. Philippe Rolland NGANDEU, MEDICARE est une entreprise dont la mission essentielle est de promouvoir l'accès aux soins en assurant leur qualité et leur équité, en optimisant leur coût et en mutualisant les ressources disponibles. Son action passe par deux principaux volets que sont l'Économie de la santé et la Gestion de la santé en entreprise. Par la mise sur pied d'infrastructures de santé et de sécurité en entreprise à coût réduit. MEDICARE permet au salarié de bénéficier d'une couverture sanitaire et sécuritaire fiable tant pour lui-même que pour son entourage. Elle souhaite apporter une réelle valeur ajoutée pour l'entreprise dans la mesure où elle tend à limiter les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, véritables freins à l'atteinte des objectifs. De plus, en intégrant les familles des salariés dans le système mis en place, MEDICARE se veut un véritable « incubateur » de micro-systèmes de santé et s'inscrit dans une démarche de santé publique.</p>
<p><b>ABIOGET</b></p>	
	<p>Créée officiellement en 2004 par Clément Sofaine dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, avec le statut d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'objectif global d'ABIOGeT est de lutter contre la désertification, les changements climatiques et l'insécurité alimentaire à travers la mise en œuvre des programmes/projets agro-forestiers, d'éducation environnementale, de gestion de l'eau et humanitaires, à des fins d'amélioration des conditions de vie des populations au Cameroun et ailleurs en Afrique. ABIOGeT encadre plus de 1500 agriculteurs à travers le Cameroun, en particulier dans les régions septentrionales. ABIOGeT a son siège à Maroua et un bureau administratif à Yaoundé.</p> <p>Pour plus d'informations, visitez notre site web :</p> <p><a href="https://www.abioget.org">https://www.abioget.org</a></p>



-  INTEGRATION
-  CONSEIL & MANAGEMENT
-  DÉVELOPPEMENT SUR MESURE
-  MIGRATION CLOUD
-  FORMATION PROFESSIONNELLE IT

### ENTREPRISE DES SERVICES DU NUMERIQUE

PERFITCOM est une entreprise de services du numérique dont la mission est de permettre aux entreprises de se focaliser sur leur cœur de métier en mettant à leur disposition les prestations suivantes : l'intégration, le développement des applications métiers, l'infogérance et les formations professionnelles IT. Pour répondre parfaitement aux besoins informatiques de nos clients, nous avons noué des partenariats avec des leaders de l'industrie informatique.

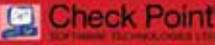
**NOS PARTENAIRES:**



















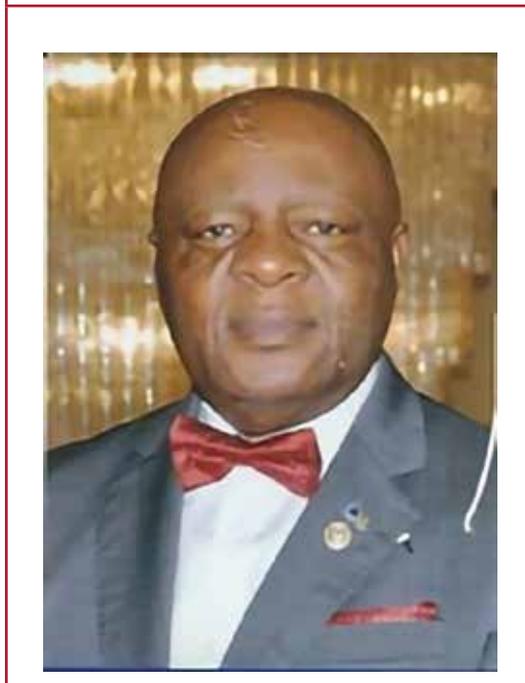


**Willy NOUMO**  
est détenteur d'un diplôme d'Exécutive MBA de l'ESG UQAM (Ecole des Sciences de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal). Il détient également un diplôme d'Ingénieur Généraliste de l'UCAC-ICAM. Passionné de l'univers informatique, il désire apporter des solutions aux problématiques des entreprises dans la digitalisation de leur processus métier. C'est ainsi qu'il s'est lancé dans plusieurs cursus de certification parmi lequel le parcours de Transformation Digitale de SAP qu'il a finalisé avec succès en Juin 2019.

[www.perfitcom.com](http://www.perfitcom.com)
[info@perfitcom.com](mailto:info@perfitcom.com)
+237 233-438-540




## CHAMBRE DES PROFESSIONNELLES D'EXPERTS TECHNIQUES



La loi n°90/037 du 10 Août 1990 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'Expert Technique et le décret d'application n°92/238/PM du 24 Juin 1992 Fixant les modalités d'application de la loi n°90/037 du 10 Août 1990 permettent à la Chambre des Professionnelles d'Expert Technique d'être créée. Présidée par le Dr. Ingénieur Frédéric DJEUHON. La CPET a pour mission d'assurer :

- Les barèmes d'honoraire : Barème ASAC/CPET : Convention portant révision des barèmes d'honoraire entre la Chambre Professionnelle des Experts Techniques (CPET) et l'Association des Sociétés d'Assurances du Cameroun (ASAC) ;
- La Convention IDA ;
- Barème entre la CPET et les autres partenaires ;
- La Convention collective Nationale des Experts Techniques du Cameroun. Règle les rapports professionnels entre les employeurs et les travailleurs dans les sociétés et/ou Cabinets d'Experts Techniques exerçant leur activité sur le territoire de la République du Cameroun ;
- La Charte de l'Expert Technique ;
- Fournir un référentiel de valeurs communes aux Experts et favoriser ainsi la cohésion et l'équité sociale. Être une source d'information pour toute personne, organisme professionnel ou privé, concerné par la Profession d'Expert Technique.

Localisation : 467, Avenue du Général de Gaulle – Bonanjo  
Tél : (237) 243 80 88 34/695 97 75 65 - BP : 12453 Douala  
E-mail : [info@cpet-cm.org](mailto:info@cpet-cm.org) - Site Web: [www.cpet-cm.org](http://www.cpet-cm.org)

**ASSOCIATION DES  
OPÉRATEURS DE  
TÉLÉPHONIE MOBILE AU  
CAMEROUN**



Créée le 23 Juin 2019 à l'initiative des directeurs généraux des principales entreprises de téléphonie mobile opérant au Cameroun que sont Orange Cameroun, MTN Cameroun et Viettel Cameroun. Elle a pour ambition entre autre de ; promouvoir le développement des communications électroniques et des opérateurs de téléphonie mobile du secteur ; entreprendre les actions de relations publiques pour le compte de ses membres et de leur secteur d'activité et plus généralement, toute action visant à valoriser leur image ; établir entre ses membres, les autorités de tutelle et plus généralement toutes les administrations et institutions intervenant dans le secteur des communications électroniques, un dialogue structuré afin d'entretenir un climat favorable au développement de leurs activités.

**OPERATEUR MONETIQUE  
AFRIQUE (OMOA)**



OMOA Cameroun (Opérateur Monétique Afrique) est une entreprise créée en 2005 dans la continuité des activités de NCR Cameroun. Elle est une des 11 filiales OMOA du groupe SYRSE qui se positionne en tant que « Full Digital Payment Provider ». Partenaire des Banques, EMF et Opérateurs Télécom OMOA Cameroun développe également des solutions digitales avec le Mobile Banking, le Mobile Wallet et une activité de processing disposant des dernières technologies.

Le Directeur Général, M. Bernard KOPP a pris ses fonctions le 19 Mars 2021. Ayant installé le premier Automate Bancaire d'Afrique Centrale en 1989 à la BICIC, il a fait carrière dans la monétique et aujourd'hui, est spécialisé en Management de Réseaux de Services Informatiques et Monétiques (GAB, DAB, TPE, Processing Monétique, Cartes EMV, ...).

Contacts :

17, Place du Gouvernement-Bonanjio - B.P. 12580 Douala

Tél. : +237 233 43 66 62 - GSM : +237 679 52 60 41 - Fax : +237 233 42 69 68

bkopp@omoa-group.com - [www.omoa-group.com](http://www.omoa-group.com)

**SOCIETE  
D'ELECTROMECHANIQUE  
ET ASCENSEURS (SEA)**



La SEA Sarl ((Société d'Electromécanique et Ascenseurs) a été créée en 1990 par son promoteur Monsieur YOMI Jean.

L'activité principale de la SEA Sarl est l'installation et la maintenance des ascenseurs, des monte charges, des escalators, des convoyeurs (tapis roulants) ; à ce jour elle a installé près de 180 appareils, les derniers à fin 2020 étant Douala Grand Mall, Hôtel ONOMO, stade Omnisport de Douala et Garoua, Hôtel Garoua.

La SEA Sarl installe et entretien aussi les Groupes électrogènes, les télésurveillances, les Contrôle d'accès et les courants forts dans les immeubles.

La SEA Sarl exerce au Cameroun, au Gabon, au Congo Brazzaville, au Bénin.

Sa Direction générale est située au 176, rue 1.231 à Bonapriso, B.P. 24130 Douala, Tél. 233423900 et 699988656, email : [contact@sea-cameroun.com](mailto:contact@sea-cameroun.com), site web : [www.sea-cameroun.com](http://www.sea-cameroun.com).

<h2>INTEL HR CONSULTING</h2>	
	<p>Après avoir assumé divers rôles dans la finance, les ressources humaines et la planification fiscale au sein de grandes sociétés (AKALE &amp; CO Chartered Accountants, Audit Contrôle et Expertise Cameroun SA, SWIRE PACIFIC, BAKER HUGHES, Ex Manpower sm Ltd et EMVA), Derick NZO FONDERSON fonde, Intel HR Consulting, en septembre 2015, une société de mise à disposition et service. RH Connexes.</p> <p>Derick NZO FONDERSON est diplômé en Comptabilité du Cambridge international College (2001) et en fiscalité internationale de l'Institut International de Taxe et Finances en association avec Thomas Jefferson College (2014).</p>
<h2>GUEST CAMEROON</h2>	<p>Guest Cameroon est une Entreprise 100% camerounaise, créée en 2009 par M FRANÇOIS FOTSO NOUMSI, ayant pour principales activités, la conception, la fabrication, et la distribution des terminaux de télécommunication (Téléphones, Tablettes, Routeurs, Mifi, terminaux de paiement...). Guest Cameroon distribue également du matériel électronique et, électroménager, le petit informatique et très récemment des solutions de stockage (Cloud) et la sécurisation réseau. L'entreprise s'est dotée d'un laboratoire électronique de type B, dans le but d'assurer un Service Après-Vente (SAV) de qualité et de maintenir le haut standing de sa clientèle Corporate.</p> <p>Guest Cameroon est située à la rue Foch Akwa – Douala, Cameroun, siège social de l'entreprise. Elle a des représentations a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Yaounde pour les régions du Centre, Sud et Est</li> <li>■ Garoua pour les régions de l'Adamaoua, Nord et Extrême-Nord</li> <li>■ Bafoussam pour les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest</li> </ul>
<h2>DIOOL CAMEROON</h2>	<p>Diool est une entreprise de technologie financière, offrant aux petits commerces, un moyen simple pour collecter facilement les paiements de leurs clients et payer leurs fournisseurs.</p> <p>Diool a pour objectif de rendre plus simple l'accès aux services financiers, grâce à la technologie.</p> <p>Diool a été créée en 2015 et notre siège social est situé à l'immeuble Indigo, Bonapriso à Douala avec des bureaux à Douala, Tunis et Paris.</p> <p>Diool s'appuie sur l'expérience cumulée de ses principaux dirigeants:</p> <p>Serge BOUPDA, son Président, Philippe BOUPDA, son Directeur Général, Florian MBAYEN HEGBA, son Directeur Général Adjoint, Nizar KLIBI, son Directeur de la Technologie.</p> <p>Contact mail :hello@diool.com</p>
	

# e-FORCE

Le Formulaire unique  
des procédures  
du Commerce Extérieur



Vos opérations

en  
**1** seul

formulaire

[www.guichetunique.cm](http://www.guichetunique.cm)

## **Import/Export**

Procédures préalables  
prédédouanement

Prise en charge

Dédouanement

Enlèvement / Embarquement



... Parce qu'on n'arrête pas le progrès



## **WE STRIVE TO BE THE MOST COMPETITIVE AND PRODUCTIVE SERVICE PROVIDER IN CAMEROON**

SGS is a strategy partner you can count on for your business success and sustainability through its value-added services provided to its stakeholders in Cameroon and the world at large.

- Our robust technology, knowledge-based approach and dedication to quality and safety allow us to provide innovative solutions to every part of the oil and gas industry (fuel quality monitoring, fuel oil testing, bunker survey and inspection, etc).
- Our international team of engineers supports the integrity, safety and reliability of your activities, equipment and operations with creative technical solutions.
- Our world-leading certification services enable you to demonstrate that your products, processes, systems or services are compliant with national and international regulations and standards.
- We offer a range of laboratory services to test the safety of your goods and help control chemical use according to the tolerance levels in place for your industry.
- Provide end-to-end supply chain range of services that reduce risk, ensure quality and improve productivity.

**Our business values: passion, integrity, entrepreneurialism and innovation.**

**Working with us, you are guaranteed of superior service quality, efficiency, trust, sustainability, safety, reduced risk, enhanced productivity & speed to market.**

For more information, kindly contact [sgs\\_cameroun@sgs.com](mailto:sgs_cameroun@sgs.com)

**SGS IS THE WORLD'S LEADING INSPECTION, VERIFICATION, TESTING AND CERTIFICATION COMPANY.**

**SGS**

# LE GROUPE SABC C'EST VOUS !

TROIS EXPERTS POUR ÉTANCHER  
VOTRE SOIF DE QUALITÉ



NOTRE PATRIMOINE, NOTRE HÉRITAGE

#SABCagainstCovid-19



Groupe SABC

Chaque produit du Groupe SABC est un engagement au développement du Cameroun